

Assemblée réunie  
de la Commission communautaire commune

Séance plénière  
du jeudi 18 décembre 1997

SOMMAIRE

PROJETS D'ORDONNANCE:

- Projet d'ordonnance ajustant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1997 (n° B-47/1 et 2 - 97/98) 30
- Projet d'ordonnance ajustant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1997 (n° B-48/1 et 2 - 97/98) 30
- Projet d'ordonnance contenant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1998 (n° B-49/1 et 2 - 97/98) 30
- Projet d'ordonnance contenant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire commune pour l'année budgétaire 1998 (n° B-50/1 et 2 - 97/98) 30

Discussion générale conjointe. — *Orateurs*: MM. Philippe Smits, rapporteur, Denis Grimberghs, rapporteur, Mme Françoise Dupuis, MM. Walter Vandenbossche, Paul Galand, Robert Garcia, Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, Dominique Harmel, M. Jos Chabert, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé, M. Rufin Grijp, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes

Discussion des articles

Verenigde Vergadering van de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Plenaire vergadering  
van donderdag 18 december 1997

INHOUDSOPGAVE

ONTWERPEN VAN ORDONNANTIE:

- |   | Page | Blz. |
|---|------|------|
| — Ontwerp van ordonnantie houdende aanpassing van de Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 (nr. B-47/1 en 2 - 97/98)   | 30   | 30   |
| — Ontwerp van ordonnantie houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 (nr. B-48/1 en 2 - 97/98)  | 30   | 30   |
| — Ontwerp van ordonnantie houdende de Middelenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1998 (nr. B-49/1 en 2 - 97/98)  | 30   | 30   |
| — Ontwerp van ordonnantie houdende de Algemene Uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1998 (nr. B-50/1 en 2 - 97/98)   | 30   | 30   |
| Samengevoegde algemene bespreking. — <i>Sprekers</i><br>de heren Philippe Smits, rapporteur, Denis Grimberghs, rapporteur, mevrouw Françoise Dupuis, de heren Walter Vandenbossche, Paul Galand, Robert Garcia, Dominiek Lootens-Stael, Sven Gatz, Dominique Harmel, de heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, de heer Rufin Grijp, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen | 30   | 30   |
| Artikelsgewijze bespreking  | 46   | 46   |

PRESIDENCE DE M. ARMAND DE DECKER, PRESIDENT  
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ARMAND DE DECKER, VOORZITTER

— La séance plénière est ouverte à 14 h 55.

De plenaire vergadering wordt geopend om 14.55 uur.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du jeudi 18 décembre 1997.

Ik verklaar de plenaire Vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van donderdag 18 december 1997 geopend.

**PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1997**

**PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1997**

**PROJET D'ORDONNANCE CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998**

**PROJET D'ORDONNANCE CONTENANT LE BUDGET DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998**

*Discussion générale conjointe*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE MIDDELENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1997**

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1997**

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE MIDDELENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1998**

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1998**

*Samengevoegde algemene besprekking*

M. le Président. — Mesdames, messieurs, l'orde du jour appelle la discussion générale conjointe des projets d'ordonnance.

Dames en heren, aan de orde is de samengevoegde algemene besprekking van de ontwerpen van ordonnantie.

La discussion générale conjointe est ouverte.

De samengevoegde algemene besprekking is geopend.

La parole est à M. Smits, rapporteur.

M. Philippe Smits, rapporteur. — Monsieur le Président, d'emblée, j'aimerais vous signaler que nous sommes deux co-rapporteurs, M. Grimberghs et moi-même, mais que M. Grimberghs m'a proposé de vous présenter seul le rapport.

Il interviendra longuement au nom de son groupe. Je présenterai donc le rapport en nos deux noms et terminerai par une brève intervention au nom de mon groupe, avant de céder la parole à M. Grimberghs.

Monsieur le Président, très chers amis, à l'occasion de la présentation des budgets de la Commission communautaire commune, le Collège réuni nous a proposé — outre l'ajustement 1997 et le budget initial 1998 de la Commission communautaire commune — une préfiguration du budget 1999, ce qui est fort bien.

Au niveau des dépenses en termes de crédit d'engagement, ces budgets sont introduits quasiment en équilibre. Les crédits d'ordonnancement exigeront en 1998 et en 1999 un recours aux réserves de trésorerie afin d'amortir l'en-cours accumulé dans le passé pour les travaux de construction.

Depuis la réforme de l'Etat, en 1989, une dotation annuelle de l'Etat fédéral, indexée, fixée pour 1997 à 1 118,2 millions, est estimée pour 1998 à 1 131 millions.

Depuis 1995, la Commission communautaire commune reçoit également une dotation de la Région, et ce suite à l'héritage de l'ancienne province de Brabant. Cette dotation s'élève à 257,8 millions en 1997 et sera fortement augmentée à près de 413 millions en 1998.

La Commission communautaire commune reçoit finalement, comme cela était le cas dans le passé, une dotation de la Région dans le cadre du Fonds spécial de l'Aide sociale. Cette dotation s'élève à 356,3 millions en 1997 et à 372,5 millions en 1998.

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

Les dépenses de la Commission communautaire commune se répartissent en quatre divisions, à savoir:

1. la contribution au fonctionnement du Conseil et des Cabinets: 107 millions;

2. la contribution pour l'administration, qui a connu une extension considérable depuis l'intégration du personnel de la province de Brabant: 308 millions;

3. la contribution pour la politique de la santé, dont la majeure partie est destinée aux investissements dans les constructions hospitalières: 852 millions au total, dont 337 millions transférés au Fonds des investissements et 375 millions comme crédits d'ordonnancements pour ces mêmes travaux de constructions;

4. enfin, 1 250 millions de dépenses sont consacrés à la politique de l'Aide aux Personnes, dont une partie considérable est destinée aux CPAS par le Fonds spécial de l'Aide sociale.

Les budgets qui vous sont présentés — et l'ensemble de la Commission a tenu à le souligner — sont dès lors des budgets «sains». C'est l'expression utilisée dans le rapport écrit.

Comme il apparaît du budget, le Collège réuni a réalisé en 1997 un effort budgétaire considérable afin de pouvoir honorer les engagements contractés dans le passé (environ 1 milliard dans le secteur des constructions), et ce en limitant les engagements dans le futur.

Dans le courant de cette année, et comme annoncé l'année passée, un nouveau plan d'investissements a été rédigé pour lequel la Région confère — outre la propre marge budgétaire habituelle dont nous disposons pour les travaux de construction (environ 300 millions) — une impulsion supplémentaire importante.

Le ministre du Budget nous a indiqué, au nom de ses collègues, que le Collège réuni souhaitait

- une approche globale au niveau du secteur hospitalier dans son ensemble;
- une vision pluriannuelle pour le renouvellement de l'infrastructure hospitalière;
- une exécution étalée sur un maximum de 12 ans.

Pour réaliser ce programme, la Région s'est déclarée disposée à augmenter à 337 millions le budget annuel de la Commission communautaire commune pour les investissements dans les constructions hospitalières. Vous remarquez l'importance des montants: l'effort est considérable. Pour ce faire, il a été créé un fonds d'investissement.

Avant d'aborder le point qui concerne le processus adopté pour l'élaboration du programme de constructions hospitalières, vous me permettrez une petite digression: comme vous le savez, il n'y a qu'un rapporteur, francophone; il nous est apparu utile qu'une partie du rapport soit présentée en néerlandais.

In verband met de ziekenhuizen valt het volgende te overwegen.

Midden 1996 werden alle ziekenhuizen individueel uitgedigd hun projecten in te dienen, te motiveren en toe te lichten. Op basis hiervan werd een analyse gemaakt van de behoeften voor de hele ziekenhuissector.

De ingediende vragen van de instelligen werden allen, op dezelfde wijze, vergeleken met de regels van het koninklijk besluit van 4 septembre 1978 tot vaststelling van de maximum-kostprijs per bed, verminderd met de reeds ontvangen subsidies tussen 1 januari 1978 en 31 december 1996.

Aldus werden perfect vergelijkbare bedragen bekomen, met name de wettelijk geplafonneerde subsidie-aanvragen, verminderd met de reeds ontvangen subsidies.

Vertrekend van de eerder vermelde dossiers, werden criteria vastgelegd onder meer brandbeveiligingsnormen, aanpassing aan vereisten van confort en kwaliteit, rationalisatie in functie van fusie enzovoorts.

Voor de publieke ziekenhuizen worden aldus voor 1 755 miljoen subsidies voorgesteld, wat overeenkomt met 3 346 miljoen voorwerken. Voor de privé-ziekenhuizen worden voor 2 294,5 miljoen subsidies voorgesteld, hetgeen overeenkomt met 4 151,9 miljoen voor werken.

L'exposé introductif des membres du Collège réuni en charge de la fonction publique et de l'aide aux personnes a mis l'accent sur le fait que le coût de l'administration s'élève à 301,2 millions, soit seulement un sixième (15,2 %) des dépenses totales.

Cette somme se compose à raison de 85 % des rémunérations (255 millions). Par rapport au budget ajusté de 1997, cela représente un accroissement des traitements de 7 millions ce qui suffit à payer l'indexation et les augmentations pour cause d'ancienneté.

Le montant susmentionné permet de rémunérer 198 membres du personnel dont 154 statutaires et 44 contractuels.

A la demande du Collège réuni, il a été réalisé une radioscopie de l'administration centrale par le Bureau Van Dijk. Les résultats de cet audit sont présentement traités dans une note au Collège réuni qui comportera simultanément des propositions concrètes concernant la structure interne et externe de cette administration.

Les charges du personnel comprennent également le coût des pensions de l'ancienne province de Brabant (16 millions), ainsi que diverses petites dépenses.

Les frais de fonctionnement sont faibles: ils s'élèvent à 25,6 millions, montant identique à celui inscrit dans le budget aménagé pour 1997.

In de afdeling «Bijstand aan Personen» vindt men in hoofdzaak kredieten die bedoeld zijn voor de subsidiëring van publieke en privé voorzieningen. In grote lijnen gaat het om vier domeinen. In volgorde van belangrijkheid zijn dit: de algemene maatschappelijke dienstverlening, de gehandicaptenzorg, de bejaardenzorg en de thuisloenzorg.

Les principales options politiques transposées dans le Budget 1998 sont au nombre de six, à savoir la continuation de la Table ronde intersectorielle 1997-1999, la formation du personnel des CPAS, le suivi des recommandations des rapports sur l'état de la pauvreté, la concrétisation d'un programme d'investissements dans les maisons de repos, la mise en œuvre d'une nouvelle législation dans différents secteurs de l'aide aux personnes, le soutien à l'organisation au sein des CPAS qui le souhaitent d'une coordination sociale.

A la suite des dépôts des différents rapports et à la lecture attentive des recommandations de cette Assemblée, nous avons noté avec beaucoup de satisfaction que le Collège réuni a pris les mesures suivantes:

- la réforme de la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale;
- l'ouverture de l'Ecole régionale d'administration publique (ERAP) aux agents des CPAS;
- l'approbation en première lecture des arrêtés d'application de l'ordonnance relative à la médiation de dettes; ces arrêtés sont actuellement soumis pour avis au Conseil d'Etat;

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

- la publication régulière du baromètre social qui suit au mois le mois l'évolution du nombre de minimexés et d'équivalents minimex;
- une intervention financière de la Commission communautaire commune pour assurer le suivi ou la prévention médicale des patients indigents ou sans abri;
- l'approbation de la convention du 2 avril 1996 entre IRIS et les CPAS qui améliore et organise l'accueil des plus démunis au sein des hôpitaux publics;
- enfin, le financement, dès 1998, par la CCC des initiatives prises par les CPAS en matière de coordination sociale.

(*M. François Roelants du Vivier, Vice-président,  
remplace M. Armand De Decker, Président,  
au fauteuil présidentiel*)  
(*De heer François Roelants du Vivier, Ondervoorzitter,  
vervangt de heer Armand De Decker, Voorzitter,  
in de voorzitterszetel*)

Dan zijn er nog de investeringen betreffende de bouw en de renovatie van nachtopvangcentra, gewone opvangcentra, rusthuizen, medisch-pedagogische instellingen en bejaardenflats. Het Verenigd College heeft bij een eerste lezing de ontwerpordonnantie voor de hele sector bijstand aan personen goedgekeurd.

Deze ordonnantie moet de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een aangepast modern werkinstrument voor al haar maatschappelijke opdrachten verschaffen. De begroting wordt met 30 miljoen verhoogd om dit nieuwe wettelijk kader te financieren.

Et, enfin, la coordination sociale : il s'agit de la coordination sociale au sein des CPAS telle que prévue par l'article 62 de la loi organique. Il est en effet absolument nécessaire que les CPAS et les services publics et privés collaborent entre eux.

Voilà, en deux mots, chers collègues, la manière dont les ministres nous ont fait part de leur projet de programme. La discussion a été particulièrement intéressante. Mais j'ai le plaisir de vous dire que toutes les réponses qui avaient été promises ont été jointes au rapport : il est donc très utile de le lire, ne fût-ce qu'en termes d'information.

Je laisse à présent le soin à notre collègue Denis Grimberghs de vous faire part de tout ce qu'il a dit en commission et qu'il ne manquera pas de répéter, ainsi que, j'en suis certain, notre ami Paul Galand.

Pour ma part, je voudrais vous dire, au nom du groupe PRL-FDF, que le budget tel qu'il nous est présenté nous paraît particulièrement sain, particulièrement bien construit.

Nous nous réjouissons de l'effort considérable accompli pour les constructions hospitalières, sur base d'une approche globale et pluriannuelle. L'effort est équitablement réparti entre les hôpitaux publics et les hôpitaux privés.

L'administration se restructure sur base d'une radioscopie objective réalisée par un bureau extérieur; c'est une bonne technique.

L'effort est important et soutenu dans le cadre des services sociaux à caractère général. En effet, près d'un demi milliard est en jeu après une augmentation substantielle de 22 millions.

Le même chiffre d'augmentation s'applique au secteur des handicapés : plus 22 millions. 35 millions supplémentaires vont au secteur des personnes âgées.

Enfin, le Budget 1998 prévoit une hausse importante des subsides pour les services d'aide aux familles et aux séniors.

De tout cela, nous nous réjouissons. Nous en félicitons le Collège réuni.

Notre grande inquiétude va à la pauvreté dans la ville. Nous venons de recevoir le nouveau rapport sur la pauvreté, édition 1995. Nous avons constaté que 50 millions du budget sont prévus pour l'aide aux sans-abri. Il est clair que nous sommes confrontés là à un des défis les plus difficiles à résoudre de la société de demain. Pour notre part, nous y serons particulièrement attentifs.

Nous ne ferons pas aujourd'hui de propositions au cas où il neigerait demain. Nous espérons que tout cela est prévu de longue date. Mais il est vrai que la pauvreté dans la ville est le problème social majeur que nous aurons à rencontrer. Nous allons dans le bon sens puisque

— la formation du personnel des CPAS s'enclenche;

— la convention entre IRIS et les CPAS montre que nous essayons de faire travailler ensemble les différents secteurs publics, à tout niveau de pouvoir et quel que soit leur type de structure;

— enfin, la collaboration entre CPAS et le secteur privé se met en place et s'organise. Nous nous en réjouissons.

En d'autres termes, nous soutiendrons avec beaucoup de confiance et de joie le Budget tel que déposé par le Collège réuni. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Grimberghs, co-rapporteur.

**M. Denis Grimberghs, co-rapporteur.** — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, ce n'est donc pas en tant que rapporteur que je me présente à cette tribune.

Je ne répéterai pas les nombreuses critiques que nous avons émises en commission. Elles figurent au rapport qui a été fort bien fait. Les annexes sont intéressantes dans la mesure où nous avons été amenés à demander au Collège de nous fournir différentes informations, qui n'ont pas toujours été faciles à obtenir. Mais, la plupart nous sont enfin parvenues.

C'est en tant que représentant du groupe PSC que j'entends faire mon intervention dans laquelle je dirai, pour commencer, que le groupe PSC entend mettre en évidence le fait que dans ce budget, pour les matières bicomunautaires du secteur social et de la santé à Bruxelles, le Collège a, semble-t-il, enfin compris qu'il y avait une nécessité à investir dans ces secteurs. Je ne dois pas rappeler que lors des précédents exercices, le Collège a sciemment organisé l'insolvabilité de la Commission communautaire commune en mettant à sa charge une série de dépenses qui précédemment étaient inscrites au budget régional alors que la Commission communautaire commune ne dispose d'aucune possibilité d'extension de ses recettes.

Le bon sens aurait voulu que le Collège, qui a pris conscience de la nécessité de développer dans le cadre des compétences sociales et de santé à Bruxelles, des investissements tant, dans les briques que dans le soutien au travail quotidien de nombreux acteurs sociaux et médicaux, mette fin à ces transferts injustifiés du budget de la Commission communautaire commune au budget régional. Cependant, la logique politique a de ces calculs que le bon sens commun ne peut seul expliquer : le Collège a donc décidé de maintenir ces transferts dans un sens mais d'ajouter un transfert dans l'autre sens qui laisse croire que la Région ferait un cadeau à la Commission communautaire commune.

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

Notre groupe ne peut accepter cette ineptie que, tant bien que mal, M. Chabert est venu nous expliquer en commission : « si on retirait aux uns à un endroit, on ne donnait pas aux mêmes à l'autre, et dès lors il aurait été fort compliqué d'expliquer à certains ministres qu'ils devaient se sacrifier au bénéfice de leur collègue » : bref, il valait mieux faire compliqué que de faire simple. Ce n'est sans doute pas pour rien que M. Chabert a presté serment le même jour que Charles-Ferdinand Nothomb à la Chambre !

On aura dès lors compris, de cette première partie de mon intervention, que le groupe PSC se réjouit que, de-ci de-là, le Collège en revienne à des projets politiques et budgétaires qui étaient dans les tiroirs au moment même où la nouvelle législature a commencé.

Que n'avons-nous pas entendu en ce qui concerne les Commissions communautaires : qu'il y avait surévaluation des besoins, qu'il n'était pas prudent de mettre en œuvre des plans ambitieux de réinvestissement dans ces secteurs ! Pour aujourd'hui entendre que, dans le fond, après deux ans et demi, le nouveau de la classe, Hervé Hasquin, s'est pris au jeu !

J'en félicite, non pas tellement M. Hasquin qui a fait perdre ainsi deux ans et demi à toute la classe (non seulement la classe politique mais surtout les acteurs sociaux de terrain !) mais, justement, ces acteurs sociaux qui sont parvenus à le convaincre de l'importance de leurs secteurs au bénéfice de l'ensemble de la population bruxelloise !

Donc, si le PSC peut se réjouir d'un timide renversement de tendance au profit de secteurs comme les aides familiales, les centres de services sociaux, les centres de santé mentale, etc., nous ne pourrons souscrire à votre épure budgétaire pour au moins deux raisons.

Mais avant de les analyser, une petite incise. Si je me suis réjoui que, dans certains secteurs, il y ait du réinvestissement dans l'air, je voudrais dire à M. Vandenbossche, qui semblait tant insister ici à cette tribune, il y a quinze jours, sur le réinvestissement dans le secteur des soins à domicile, que, de manière assez étonnante, le Collège réuni a décidé de «scrapier» les crédits relatifs aux soins à domicile qui n'étaient, certes, pas très importants dans ce budget, mais qui disparaissent tout à fait à partir de cette année-ci.

Avant que vous ne m'interrompiez, monsieur Vandenbossche, je vous invite à regarder à la page 53 du rapport qui était concerné par la distribution de ces petits crédits ?

**De heer Walter Vandenbossche.** — Mijnheer de voorzitter, ik nodig de heer Grimberghs uit straks naar mijn uiteenzetting te luisteren. Dan zal hij merken dat ook ik kritiek heb op de schrapping van de kredieten voor de thuiszorg. Overigens raad ik het College aan na te gaan wat op dit vlak in Vlaanderen gebeurt.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur Vandenbossche, c'est vous qui avez lancé, à cette tribune, un émouvant appel à propos du biconnunautaire, des secteurs de la santé, il y a huit jours. Vous parliez bien de la Commission communautaire commune en disant qu'il fallait investir dans les soins à domicile qui répondent aux besoins réels des gens, et vous avez raison.

A la page 53 du rapport, vous verrez qui est victime du «scrapage» des crédits et vous en serez bien étonné. Je vous entendrai à la tribune : peut-être, le regretterez-vous comme moi. Mais le ministre Chabert est quelqu'un que vous connaissez mieux que moi.

Qui plus est, ce qui est invraisemblable, c'est que l'on justifie aujourd'hui la suppression de ces crédits par le fait que l'on

s'est rendu compte tardivement qu'il ne s'agissait pas de matières biconnunautaires. De la part du ministre Chabert, en fonction depuis un certain temps, il semble étonnant qu'il se rende compte soudain avoir subsidié pendant des années un secteur qui ne devait pas l'être. L'argument ne me semble pas très crédible. Mais, monsieur Vandenbossche, consultez le rapport et vous apprendrez qui est visé ; vous comprendrez alors mieux la disparition de ces crédits.

J'en viens donc aux deux raisons fondamentales de notre opposition à votre épure budgétaire.

1<sup>o</sup> Nous l'avons déjà souligné, s'il faut se réjouir du fait qu'enfin on prenne conscience que la Commission communautaire commune a besoin de mobiliser tous ses moyens pour mener les politiques qui sont de sa compétence, nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait un aller-retour organisé entre le budget régional et le budget de la Commission communautaire commune.

Quel sens faut-il donner à une dotation provenant de la Région de Bruxelles-Capitale au bénéfice de la Commission communautaire commune alors qu'elle est largement compensée par une série de charges imputées à la Commission communautaire commune de manière totalement absurde, je l'ai rappelé.

Je ne vous citerai pas les chiffres, mais vous savez bien, monsieur Chabert, qu'un montant supérieur aux 150 millions mis à la disposition, dans le budget régional, de la Commission communautaire commune, a été transféré au bénéfice des politiques régionales dans le passé et continue à l'être dans le cadre de ce budget. C'est regrettable.

J'ajoute que, si j'ai donné l'impression de me réjouir qu'on ait enfin compris, je constate, néanmoins qu'il aura fallu deux ans et demi. Aujourd'hui, pour des objectifs aussi ambitieux que ceux que nous avions dans le cadre du budget 1995, trois ans sont perdus, et ils sont aussi inférieurs à ce qui serait nécessaire aujourd'hui : nous devrions mieux rencontrer certains problèmes qui n'ont certes pas diminué depuis 1995, si j'en crois les nombreux communiqués du cabinet Gosuin qui mettent en évidence l'importance des problèmes sociaux à rencontrer dans notre région.

J'en arrive à notre deuxième critique. Nous l'avons formulée il y a quinze jours : nous ne pouvons souscrire à votre plan de douze ans pour les investissements dans le secteur hospitalier.

Je rappelle brièvement nos raisons :

D'abord, il s'agit d'un plan beaucoup trop long. Seule votre incapacité à procéder entre vous à des arbitrages explique cette durée. Pourquoi douze ans et non dix ou quinze ? Simplement parce qu'on a placé à la queue-leu-leu une série de demandes à satisfaire sans pouvoir choisir les priorités. J'y reviendrai.

Evidemment, l'arbitrage est toujours difficile en politique, est toujours douloureux, mais dans ce plan, vous n'en avez pas fait. Cela vous aurait conduit à dire un peu moins «oui» à tout le monde, donc à refuser certains investissements et à dire à certains qu'il faudrait attendre, peut-être dix ans de plus.

L'exercice ne me paraît pas très sérieux; cette méthode mérite d'être dénoncée parce qu'elle démontre un manque de courage politique invraisemblable et le manque d'arbitrage d'une majorité suffisamment large pourtant pour y procéder.

Deuxièmement, ce plan n'est crédible ni sur le plan financier, ni sur le plan juridique. En fait, des promesses sont faites qui vont couvrir trois législatures régionales sans s'assurer des moyens techniques et juridiques permettant de garantir ces engagements. M. Chabert ne m'en voudra pas de dire que c'est un

pari sur la longévité ministérielle de M. Hasquin. Evidemment, nous pouvons difficilement y souscrire.

Troisième point: les critères prétendument objectifs ayant présidé à la détermination des heureux bénéficiaires sont le reflet de comptes d'apothicaire politiciens d'un autre temps. J'ai bien lu les informations techniques que nous avons reçues au compte-gouttes au sujet de ce plan d'investissements. J'invite ceux de cette Assemblée qui auront le loisir de lire le rapport et ses annexes à regarder les pages 64 à 68: ils appuieront, je l'espère, ma demande au ministre de bien vouloir nous donner le lexique.

Cela est absolument incompréhensible. On nous communique une série de chiffres, mais aucune explication sur la manière dont ils ont été calculés. On ne connaît pas le résultat de cette mise en colonnes d'une série invraisemblable de chiffres. Mais, s'il y a beaucoup de chiffres et de nombreuses colonnes, c'est que ce travail a été fait de manière objective, me direz-vous, et qu'il ne faut donc pas poser de question! Cependant, ce n'est pas mon genre: quand je ne comprends pas, je pose des questions, monsieur le ministre. J'aimerais pouvoir comprendre la manière dont vous avez réparti ces crédits, comme vous le dites, de façon objective.

Nous avions posé un certain nombre de questions. J'ai lu les pièces qui nous ont été transmises. Sans doute vous souvenez-vous, monsieur Chabert, que votre collègue nous a remis un document explicatif. Je ne tiendrai pas à cette tribune, un débat d'une grande technicité qui rendrait la situation encore plus opaque. Cela vous arrangerait sans doute, mais globalement, on nous a dit que tous ceux qui reçoivent des subsides recevront au moins ce qui leur avait été promis dans le plan précédent; pour vous, cela signifie donc que le plan précédent est respecté. Je ne suis pas d'accord sur ce point, monsieur le ministre. Deux questions se posent d'ailleurs:

1. Ceux qui ne reçoivent rien cette fois-ci, ont-ils déjà reçu ce à quoi ils auraient eu droit dans le plan précédent? Personnellement, j'en doute et, à ce jour, je n'ai encore reçu aucune réponse à cet égard. Pour ma part, je ne suis pas certain que vous ayez respecté la totalité des engagements pris précédemment. Or, vous y avez souscrit, monsieur Chabert, puisque votre signature figure au bas d'un certain nombre de promesses de subsides qui ont été faites aux hôpitaux.

2. Pour ce budget-ci, ni pour les précédents — en tout cas pas pour celui de l'année 1997 —, je n'ai toujours pas reçu la ventilation de l'utilisation des crédits. Or, cela me permettrait de vérifier ce que vous considérez comme ayant été réalisé dans le cadre du plan précédent. Je citerai l'exemple de l'hôpital Saint-Pierre. Dans le plan précédent, il était prévu que cette institution recevrait des crédits pour un montant de 415 millions. Dans le nouveau plan, vous prévoyez de lui octroyer 252 millions. Or, dans le document qui m'a été transmis, il est indiqué que le solde du plan précédent s'élevait à 15 millions. J'en déduis donc que vous avez dépensé 400 millions au bénéfice de l'hôpital Saint-Pierre depuis le début de cette législature. C'est possible, mais j'aimerais en avoir la preuve. Je souhaiterais donc recevoir, normalement au début de l'année, mais en tout cas avant la fin de l'année, les programmes des investissements qui ont été réellement engagés et ordonnancés dans le cadre du Fonds d'investissement des hôpitaux.

Tout à l'heure, j'ai avancé un autre argument et il serait bon pour certains de nos collègues que je l'illustre aussi d'un exemple. Prenons celui de la clinique César De Paepe. Dans le plan précédent, cette institution devait bénéficier d'un crédit de 33 millions. Dans le plan que vous nous présentez aujourd'hui, plus rien n'est prévu. Je ne sais pas si cette clinique a reçu ses 33 millions. J'imagine que certains d'entre nous s'en sont préoccupé, mais je n'en suis pas sûr. Dès lors, j'aimerais être certain

que les promesses auxquelles nous avons tous souscrit, ont bien été honorées.

J'en arrive à présent, monsieur le ministre, à la manière qui a été utilisée. J'ai déjà eu l'occasion de faire part de mon avis à cet égard en commission, il y a une quinzaine de jours. Mais il serait utile que je répète à nos collègues, qui sont un peu plus nombreux ici, que l'Assemblée votera aujourd'hui un budget visant à doter un organisme, qui n'existe pas encore, de crédits qui pourront être dépensés le jour où il existera. Pour ceux qui souhaiteraient que cela aille vite, il faut savoir que le plan d'investissement hospitalier constitue une technique particulière, qui pourrait provoquer certaines lenteurs. On me signale que l'ordonnance bicommunautaire a été transmise au Conseil d'Etat. Mais cela ne me dit pas dans combien de temps vous aurez la réponse. Elle sera peut-être bientôt déposée sur les bancs de l'Assemblée. En tout cas, je pense que cette manière d'agir est «du jamais vu». Généralement, lorsqu'un Gouvernement a l'intention de doter un organisme, même nouveau, de crédits budgétaires, c'est au moment du dépôt du budget qu'il propose une loi-programme, un décret-programme ou — pourquoi pas? — une ordonnance bicommunautaire-programme. Bien sûr, il ne s'agit pas là de la meilleure manière de légitimer, mais si vous trouvez qu'il y a urgence, pourquoi ne pas nous convaincre de voter rapidement le texte que vous nous présentez? Mais le problème, c'est que vous ne nous le présentez pas. Il s'agit donc là d'un premier problème.

J'en viens au deuxième problème. Il me semble, monsieur le ministre, que nous sommes en train de tromper la réalité, et cela ne vaut pas uniquement pour le secteur bicommunautaire. Cela permet à certains, qui jouaient les puristes par le passé, d'avoir soi-disant raison aujourd'hui. Vous, vous n'avez pas changé. Mais les autres, qui vous ont rejoints, voudraient que l'on puisse dire que les choses ont évolué. En fait, elles n'ont pas changé.

Lorsque l'on procède à des investissements dans le secteur hospitalier — comme dans d'autres secteurs d'ailleurs, mais particulièrement dans ce secteur-là puisque les investissements sont réalisés par des opérateurs-tiers — les opérations prennent du temps. La loi sur la comptabilité de l'Etat prévoit notamment qu'il faille procéder à un engagement budgétaire de l'ensemble des travaux et au décaissement au fur et à mesure de leur réalisation. Ces opérations sont connues et simples à effectuer. Cela conduit à ce qui est appelé «l'encours», c'est-à-dire la différence entre les engagements et les ordonnancements. On dispose donc d'une trésorerie.

Certains prétendent que cette manière de gérer n'était pas bonne et qu'un fonds permettra de résoudre les problèmes. Mais avec ce fonds, la procédure sera la même. Aujourd'hui, l'encours réel n'est plus de quelques centaines de millions, il représente la valeur de l'ensemble des promesses que vous avez données pour les douze années à venir. Vous n'avez pas dit dans quel ordre ces promesses seraient tenues. Les dossiers doivent être présentés quand ils sont prêts! Cela explique le fait que nous n'ayons même plus de programme physique. On ne sait pas qui passera en premier lieu et on prévoira une adaptation du programme physique en fonction des dossiers qui seront transmis pour leur subsidiation. J'estime que cette façon de présenter les choses est très peu orthodoxe sur le plan budgétaire et, sur le plan de la présentation politique des choses, se situe à la limite de l'escroquerie morale! Ceux qui ont ici critiqué la gestion passée de ces crédits — pour ma part, je suis convaincu qu'ils n'auraient pas pu être gérés autrement — doivent aujourd'hui faire face aux mêmes contraintes. Mais ils cherchent à envelopper le tout d'un brouillard en créant un Fonds d'investissement; ils veulent cacher une opération, qu'il vaut effectivement mieux cacher, car il serait difficile d'annoncer au Conseil supérieur des finances que des engagements budgétaires ont été pris bien au-delà de la capacité d'engagement de la Commission communau-

taire commune. Personnellement, j'estime que cette attitude est profondément regrettable. D'ailleurs, nous en reparlerons lors de l'examen de l'ordonnance sur le Fonds d'investissement.

J'en arrive à la fin de mon intervention, monsieur le ministre. Vous constatez que, pour d'autres secteurs, nous n'avons pas beaucoup de motifs de critiquer les évolutions budgétaires. Ce n'est pas par plaisir que j'émetts des critiques sur la politique menée dans le domaine de la santé. Cela ne s'explique pas uniquement par le fait que nous avons suivi davantage ces matières par le passé. Je constate que, pour ces matières, certains ont voulu et obtenu des rééquilibrages, que vous avez toujours prétendu ne pas voulu faire, monsieur Chabert. Vous disiez vouloir respecter les engagements, sans aucun rééquilibrage politique. Mais des rééquilibrages ont bien eu lieu. Vous avez été obligé de vous y soumettre et, personnellement, je le regrette amèrement. (*Applaudissements sur les bancs du PSC.*)

**M. le Président.** — La parole est à Mme Dupuis.

**Mme Françoise Dupuis.** — Monsieur le Président, chers Collègues, je m'inquiétais à propos des 33 millions prévus pour la clinique César De Paepe. Je suis persuadée que le ministre nous rassurera à ce sujet. A mon avis, il y a longtemps que cette somme est investie, mais il nous dira exactement ce qu'il en est.

Tout le monde ne peut pas avoir l'attention attirée par les mêmes problèmes, surtout s'ils n'apparaissent pas aussi clairement qu'on le dit dans les chiffres.

Notre intervention sur le budget du secteur bicommunautaire sera brève.

Notre groupe, qui a toujours plaidé pour une certaine rigueur, se réjouit que le projet d'ajustement réduise le déficit budgétaire : il passe de 101,4 millions à 15,8 millions de francs. Bien sûr, si ce déficit est limité, conformément aux recommandations du Conseil supérieur des Finances, c'est parce que certains projets ne se réalisent pas. Mais il s'agit là d'une dynamique que nous connaissons depuis un certain temps et qui porte sur des montants assez réduits.

Cependant, face à des recettes restreintes, le secteur bicommunautaire doit répondre à des enjeux importants, en matière d'aide aux personnes et de santé, auxquels notre groupe est particulièrement sensible.

Concernant l'aide aux personnes, nous approuvons les moyens supplémentaires que le budget 1998 consacre aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées : 42,6 millions pour le secteur privé et 132,7 millions pour le public, soit respectivement 13 et 19 % d'augmentation. De même, un crédit de 16 millions sera consacré à la formation du personnel des CPAS — elle est réclamée depuis longtemps sur tous les bancs — et à la formation du personnel des hôpitaux publics. Par ailleurs, le recours du « rapport commun sur la précarité, la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités d'accès aux droits » est essentiel à nos yeux. Ce rapport constitue un instrument scientifique précieux pour l'analyse du phénomène de pauvreté à Bruxelles. Cette problématique est suivie plus particulièrement par certains collègues. Nous les rejoignons en insistant pour pouvoir prendre connaissance le plus rapidement possible des moutures les plus récentes.

A cet égard, le projet d'ordonnance-cadre pour l'ensemble des secteurs d'aide aux personnes devrait doter notre commission d'un outil adapté et moderne pour assurer l'ensemble des missions sociales.

En matière de santé, les besoins étant nombreux, une bonne évaluation est indispensable. Or, à notre avis, elle n'existe pas à ce jour. Le Fonds de financement des constructions hospitalières

et médico-sociales de la CCC, destiné à prendre en charge tous les investissements prévus par le nouveau plan pluriannuel d'investissement, devrait en tenir compte et prendre en considération — vous connaissez notre philosophie en la matière —, l'obligation des hôpitaux publics d'accueillir tout le monde, dans le cadre de l'attribution des crédits alloués pour les constructions hospitalières.

La question du plan pluriannuel doit être posée. La Cour des comptes a souligné, à plusieurs reprises, le fait que nous ne disposons pas d'un plan pluriannuel des recettes et des dépenses, qui soit plus global pour ce secteur. Normalement, un tel plan est prévu. Des dispositions existent — on vient d'y faire allusion — pour les constructions hospitalières. Il existe certainement encore d'autres dispositions partielles en termes de plan pluriannuel. Mais il est difficile de savoir, de manière plus générale, où l'on va dans ce secteur. Nous invitons donc le Gouvernement à travailler à l'élaboration d'un véritable plan pluriannuel des recettes et des dépenses pour ce secteur. Cette matière impose effectivement une vision à long terme, même si, de jour en jour, la croissance de la pauvreté nous pose un certain nombre de problèmes supplémentaires.

Le groupe socialiste votera donc ce budget et son ajustement, tout en veillant au respect de ses priorités. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

**De Voorzitter.** — de heer Vandenbossche heeft het woord.

**De heer Walter Vandenbossche.** — Mijnheer de Voorzitter, het is een belangrijke dag voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Vandaag staan wij, zowel Vlamingen als Franstaligen in dit Hoofdstedelijk Gewest, voor een bijzonder belangrijke keuze. Alle Brusselaars, welke taal ze ook spreken, van welke afkomst ze ook zijn, zullen ons allemaal verantwoordelijk stellen voor het al dan niet creëren van het welzijn van deze stad en haar bewoners. De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is de ontmoetingsplaats bij uitstek voor Vlaamse en Franstalige Brusselaars. Hier wordt beslist over zaken die de Brusselaars in hun hart treffen. Een crisis in deze vergadering, een crisis in een bepaalde fractie van deze vergadering is dan ook nefast voor alle bewoners van dit Hoofdstedelijk Gewest. U hoort het goed : voor alle bewoners van dit Hoofdstedelijk Gewest. Elke crisis in deze vergadering heeft dus repercusses voor ons allemaal, zowel voor de Vlamingen als voor de Franstaligen.

De politieke situatie heeft ertoe geleid dat de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ongelofelijk veel aandacht krijgt, eindelijk zou ik bijna zeggen. In deze begroting worden immers de middelen aangereikt om de meest kwetsbaren in onze samenleving uitzicht en hoop te geven, om de meest kwetsbaren in onze samenleving te verzorgen en te begeleiden zoals het hoort. Als zieken, bejaarden, en armen geen vertrouwen meer kunnen hebben in de samenleving waarin zij leven dan zullen zij zich massaal terugtrekken op zichzelf, met alle kwalijke menselijke en maatschappelijke problemen van dien. Waar de zorg voor de kansarmen ophoudt, stopt de democratie.

De begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie draagt ertoe bij dat de Brusselaars wel hoopvol naar de toekomst mogen kijken. Net nadat verplegers, zorgverleners, welzijnsworkers door de straten van Brussel zijn getrokken en de overheid heeft opgeroepen om meer middelen aan de zogenaamde quartaire sector te besteden, heeft het Verenigd College deze boodschap verstaan.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft zijn dotatie aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie immers met meer dan 150 miljoen opgetrokken ten dienste van zij die het het

moeilijkst hebben in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk patiënten, zieken, gehandicapten, senioren enzovoort.

Wat in deze begroting het meest in het oog springt, is uiteraard het ambitieus investeringsplan voor de infrastructuur van de Brusselse ziekenhuizen. Op twaalf jaar tijd wil het Verenigd College 4 miljard subsidies toekennen. Rekening houdend met de inbreng van de ziekenhuizen stemt dit in de werkelijkheid overeen met een bedrag van 7,5 miljard investeringen. Natuurlijk werd het daarvoor hoog tijd. De globale ziekenhuissector in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is toe aan een grote inhaalbeweging inzake infrastructuur.

Verbeteringen aan deze infrastructuur zullen zowel de patiënten als de zorgverleners ten goede komen. Het comfort van de patiënt zal verhogen waardoor een voor hem of haar toch dikwijls moeilijke periode draaglijker wordt. Ook de zorgverlener zal in een aangepaste infrastructuur zijn werk veel intensiever, veel beter en veel sneller kunnen doen, wat zowel ten voordele is van de patiënt als van de zorgverlener. Het Verenigd College heeft dit fonds in het leven geroepen om gedurende twaalf jaar telkens 450 miljoen ter beschikking te stellen. Met deze uitgewerkte meerjarenvisie ten voordele van de ziekenhuissector overschrijdt het Verenigd College het kortetermijndenken en bereidt ze ons gewest effectief voor op de XXIste eeuw.

Het is bovendien verheugend vast te stellen dat het Verenigd College niet alleen in bakstenen investeert.

Het Verenigd College kiest resoluut voor de zwaksten in deze maatschappij. Zo stijgen de toelagen voor instellingen voor gehandicapte personen, zowel in de privé-sector als in de openbare sector met bijna 25 miljoen. Binnen het beleid ten voordele van de gezinnen en de bejaarden worden eveneens enkele tientallen miljoenen extra ingeschreven voor het jaar 1998. Zowel de toelagen voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp als de toelagen voor de centra voor maatschappelijk welzijn stijgen beduidend. Er wordt dit jaar meer dan 50 miljoen meeruitgetrokken dan in 1997 voor het beleid ten voordele van gezinnen en bejaarden.

Het is, met andere woorden, duidelijk dat het Verenigd College werk maakt van de samenlevingsopbouw ten voordele van alle Brusselaars, wie ze ook zijn, hoe oud ze ook zijn, hoe gezond ze ook zijn.

Dit is een goede begroting, maar sta mij toe één belangrijke lacune in het beleid van het Verenigd College aan te kaarten. Al te dikwijls wordt gezondheidszorg, zorg voor bejaarden, gehandicaptenzorg en noem maar op vereenzelvigd met grote gebouwen, ziekenhuizen, opvangcentra, domeinen enzovoort.

Blijkbaar is dat voor sommigen de enige manier om deze doelgroepen te bereiken, te begeleiden, te verzorgen. Toch is er een andere manier van zorgverlening. In Vlaanderen gebeurt een aanzienlijk gedeelte van de verzorging bij de patiënten, bejaarden, gehandicapten thuis. In Brussel bedraagt deze zorgverlening slechts de helft van het nationale gemiddelde. Dit is niet zoals het zou moeten.

Thuiszorg omvat een breed gamma van uiteenlopende vormen van hulp- en dienstverlening met een preventief, curatief, verzorgend, begeleidend, ondersteunend en/of palliatief karakter. Ze wordt verleend door diverse al dan niet professionele hulpverleners.

We mogen ervan uitgaan dat de vraag naar verzorging in de nabije jaren zal blijven toenemen. Niet elke patiënt, elke zieke, elke zorgbehoevende zullen we in een instelling kunnen verzorgen. De vraag naar thuiszorg zal dus eveneens toenemen. Onbegrijpelijk wordt de groeiende vraag naar zorg in belangrijke mate beïnvloed door de veroudering van de bevolking. Het

aandeel zorgbehoevende ouderen neemt dus toe. Bovendien kan er sprake zijn van een voortgaande maatschappelijke wens om zoveel en zolang als mogelijk zelfstandig te blijven en indien nodig in de eigen omgeving verpleegd en verzorgd te worden. Dit is niet alleen het geval voor zorgbehoevende ouderen, maar ook voor langdurige zieken. Ook in de gehandicaptenzorg kiezen meer en meer ouders om hun gehandicapt kind of jongere thuis op te voeden en in functie daarvan gebruik te maken van ambulante en semi-ambulante voorzieningen. Thuiszorg is immers een persoonlijk, subjectieve en contextafhankelijke keuze, die door vele gezinnen wordt gemaakt.

De Vlaamse overheid heeft binnen haar bevoegdheden en budgettaire mogelijkheden in een belangrijke mate ingerold op de toenemende en veranderende vraag naar thuiszorg. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft dit tot op heden niet gedaan en dat verwondert mij. Het thuismilieu kan immers worden beschouwd als de basis voor een evenwichtig sociaal bestaan van mensen en een vast ankerpunt geven in een veelvormige en turbulente samenleving. Het feit te kunnen beschikken over en te kunnen toeven in een vertrouwde en veilige privé-omgeving ook als ziekte of als handicap beperkingen opleggen, wordt erkend als fundamentele en universele behoefte van de mens. Hierop moet de overheid durven ingaan. Brussel heeft in het verleden in vergelijking met de Vlaamse Gemeenschap in een veel minder ruime mate geopteerd voor de kwantitatieve en kwalitatieve uitbouw van de diverse aspecten van de thuiszorg. Dit is het geval in de gezondheidszorg waar de eerstelijnsgeneeskunde en de thuisverpleging aan huis minder sterk ontwikkeld zijn dan in Vlaanderen en dit is evenzo in de welzijnszorg. We stellen vast dat in Vlaanderen voor wat de ouderenzorg betreft het residentiëel aanbod van de rusthuizen lager ligt dan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot het aantal 60-plussers. Ook de onderscheidene voorzieningen in de thuiszorg zijn in Vlaanderen kwantitatief en kwalitatief belangrijker dan in de andere gemeenschappen waaronder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ten slotte is ook inzake gehandicaptenzorg een belangrijke evolutie naar thuisbegeleiding en begeleid wonen met deeltijds gebruik van voorzieningen aan de gang in de Vlaamse Gemeenschap.

En *last but not least* is thuiszorg een stuk goedkoper dan de residentiële verzorging. Daarom is het nodig dat het Verenigd College in de toekomst eveneens de nodige aandacht besteedt aan het uitbouwen van de thuiszorg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. We realiseren ons dat dit slechts kan indien men over voldoende gekwalificeerd verzorgingspersoneel beschikt en indien in de nodige budgettaire ruimte wordt voorzien om een degelijk netwerk uit te bouwen. Dit mag echter geen alibi zijn om dit systeem van gezondheidsversterking links te laten liggen en steeds te opteren voor een duurdere en meer onpersoonlijke en massale verzorging in instellingen en ziekenhuizen.

Deze opmerking is niet bedoeld als een verwerving van het beleid dat het Verenigd College tot op heden heeft gevoerd en in 1998 wenst te voeren. Het is echter een oproep aan al wie verantwoordelijkheid wil opnemen om verzorging en verpleging niet alleen voor te behouden aan grote instellingen, maar eveneens nieuwe en andere paden te bewandelen in de toekomst. De begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie raakt de Brusselaars in het hart. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft een duidelijk engagement genomen om voor de zwaksten in onze maatschappij een reële inspanning te doen ten einde hoop en vertrouwen in de samenleving op te krikken. Daarom zal de CVP-fractie deze begroting goedkeuren. Nog de geldkraan dichtdraaien, noch het uitbuiven of laten opflakkeren van communautaire twisten helpt immers de belangrijke problemen van de

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

mensen in dit Hoofdstedelijk Gewest op te lossen. Wij hebben met zijn allen Vlamingen, Franstaligen, migranten, nieuwe Belgen, oude Belgen, vrouwen, mannen, armen en rijken, met zijn allen hebben wij veeleer nood aan de uitbouw van een gezonde, welvarende en solidaire samenleving want daar draait het per slot van rekening om. Het is onze plicht een samenleving uit te bouwen waar iedereen zich kan thuis voelen en ontplooien. De begroting van het Verenigd College past perfect in deze doelstellingen daarom moet deze begroting worden goedgekeurd en een uitvoering krijgen.

**M. le Président.** — La parole est à M. Galand.

**M. Paul Galand.** — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, tout d'abord, nous émettrons quelques critiques quant à la présentation sibylline du budget et celle, peu explicite, des fiches budgétaires. Cela entraîne évidemment un allongement des discussions et la demande de joindre, en annexe au rapport, un nombre important de documents.

Au sujet de la politique de santé, je rejoins une grande partie des critiques émises par M. Grimberghs. Le programme de constructions hospitalières est basé sur la demande des institutions et non — comme nous le défendons — sur l'évaluation des besoins en santé de la population bruxelloise. Ces choix budgétaires ne sont pas basés non plus sur une étude de l'évolution démographique de la population.

La prolongation de l'espérance de vie est évidemment une bonne chose, mais cela doit entraîner des choix en santé publique. Aucune de ces évaluations n'est jointe à la présentation du budget et il n'y a aucun débat à ce sujet. Sans cesse est mis en avant le fait que ce sont les six derniers mois de la vie qui coûtent le plus cher, quasi en culpabilisant les personnes âgées de survivre encore quelques mois. Mais, c'est en partie par une insuffisance du développement des services ambulatoires et un recours excessif aux structures et aux services hospitaliers lourds, sans bénéfices significatifs pour la santé et le bien-être des personnes les plus âgées, que ces affirmations sont constamment rappelées sans fondement scientifique suffisant, si ce n'est quelques évaluations statistiques. Des études de santé nous permettraient sans doute de développer d'autres approches des besoins en soins et en accompagnement des personnes âgées.

L'évaluation des besoins et une approche moderne de santé publique sont donc indispensables avant d'élaborer un programme de construction hospitalière.

Cela me conduit à parler de l'Observatoire de la santé, dont la mission essentielle est de rassembler l'ensemble des données régionales de santé publique et de les mettre en perspective, en apportant ainsi les éléments qui doivent éclairer les décisions politiques. Il n'y a toujours pas de spécialiste de santé publique dans l'équipe de l'Observatoire. Le Collège ne l'a pas encore nommé, se privant, ainsi que les parlementaires, des outils d'estimation des besoins et d'évaluation des mesures précédentes. Donc, le Collège nous présente un budget santé, établi sur les demandes des institutions et non basé sur un choix éclairé à partir des besoins prévisibles. Pour nous, ce n'est pas une bonne politique. Gouverner, c'est prévoir et non pas pour les douze années à venir, se baser sur une demande institutionnelle sans évaluation des besoins de la population.

Dans la même perspective, je me permets brièvement d'évoquer les craintes des services ambulatoires de santé mentale bruxellois, face aux positions du Conseil national des établissements hospitaliers au sujet de l'avenir de la psychiatrie. Ces services bruxellois ont développé une approche de proximité, qui part le plus possible du patient et non de l'institution. Certains points de l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, débattus à la Conférence interministérielle de la

santé, développent une perspective inverse. Quelle position les ministres bruxellois chargés de la santé défendent-ils au sein de la Conférence interministérielle de la santé ? Défendent-ils l'approche bruxelloise partant d'une approche plus désinstitutionnalisée ?

Pour l'aide aux personnes, ECOLO a toujours défendu une politique bicommunautaire articulée avec les politiques monocommunautaires. Où en est-on dans cette concertation et cette coordination ? La légère augmentation de ce budget nous indiquerait-elle que le budget a évolué dans un sens plus favorable ?

Quant à la lutte contre la pauvreté, la réalisation de la base du rapport annuel sur l'état de la pauvreté, le minimum prévu par l'ordonnance du 11 juillet 1991, doit relever du travail d'une cellule de l'administration pour en assurer la régularité. Nous venons de recevoir une partie du rapport 1995, après la discussion du budget 1998. Ce sont évidemment des délais qui font perdre à cet outil de travail beaucoup de son efficacité et c'est aux responsables politiques qu'il incombe d'y pallier.

Au niveau de l'aide aux personnes, une attente semble actuellement mieux satisfaite : l'accueil d'urgence des personnes sans domicile fixe. J'en reviens au rapport sur l'état de la pauvreté. Ce rapport 1995 montre que la dualisation de la ville, — l'écart entre les plus riches et les plus pauvres — s'aggrave encore et, donc, qu'un ensemble de choix politiques et budgétaires ne vont pas dans le bon sens. Pour ce motif et en raison de nos critiques sur les carences de prévisions, nous voterons contre ce budget. (*Applaudissements sur les bancs ECOLO.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Garcia.

**De heer Robert Garcia.** — Mijnheer de Voorzitter, naar aanleiding van dit begrotingsdebat wens ik namens de SP-fractie het grote belang van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te onderstrepen en vooral de sociale draagwijdte van deze instelling.

Allereerst vormt de GGC het belangrijkste bindteken tussen alle Brusselaars. Het gaat om de behartiging van gemeenschappelijke persoonsgebonden zaken voor alle Brusselaars zonder onderscheid van taal of cultuur. De GGC staat dus voor de typische Brusselse eigenheid in ons hoofdstedelijk samenlevingsmodel.

Even belangrijk is de onvervangbare sociale betekenis van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, want de GGC werkt dagelijks voor mensen in allerlei noedsituaties, zoals zieken, gehandicapten, bejaarden, bestaansminimumtrekkers en daklozen.

Het belang van de GGC mag niet worden onderschat en zeker op dit moment mag deze voor Brussel levensnoodzaakelijke instelling niet in de steek worden gelaten.

Interessant aan deze GGC-begroting is dat het niet alleen om de begroting 1998 gaat, maar ook om een projectie voor 1999. Daarnaast wordt ook de begrotingsevolutie geschetst van 1994 tot 1999.

Nieuw is ook dat er een investeringsplan komt voor ziekenhuizen en bejaardentehuizen.

Daarvoor wordt er een Fonds voor investeringen gecreëerd dat jaarlijks over 450 miljoen zal beschikken. 150 miljoen daarvan wordt door het gewest ter beschikking gesteld. Het gaat om een bedrag dat de GGC niet meer jaarlijks aan het gewest zal moeten terugbetalen voor allerlei prestaties en diensten.

De totale som van 450 miljoen zal gedurende 12 jaar terechtkomen in dat Fonds voor investeringen. Het Fonds zelf zal het geld beheren, terwijl de beslissingen over de investeringen

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

gen — en dat is politiek erg belangrijk — bij het Verenigd College blijven. Driekwart van het bedrag van 450 miljoen gaat naar de ziekenhuizen, terwijl één kwart aan de bejaardenhuizen wordt besteed.

De SP-fractie steunt tenvolle dit nieuwe investeringsplan dat blijk geeft van een langetermijnvisie.

In de sector «bijstand aan personen» zien we dat vooral uitvoering wordt gegeven aan de financiering van het intersectoraal akkoord voor de gehandicaptensector, onder meer voor de vorming van het personeel en de invoering van de 38-urenweek.

De nieuwe voorzieningen voor gehandicapten krijgen 60 miljoen meer per jaar.

Voor gezins- en bejaardenhulp is er een verhoging van 40 miljoen. Goed is dat er nu eindelijk eenzelfde regeling komt voor de GGC, de VGC en de Cocof, waardoor de ene gemeenschapscommissie niet guller is dan de andere.

De Brusselse SP heeft bij het opmaken van de begroting vooral de klemtoon gelegd op de thuiszorg, maar heeft haar slag niet altijd thuisgehaald.

Zo is de coördinatie van de thuisgezondheidszorg op nul gezet. Die is monocommunautair gehouden, op vraag van de Cocof, wat ik ten zeerste betreur.

In de sector «gezondheidsbeleid» beperkt de GGC haar beleid tot de ziekenhuizen en tot de erkenning van centra voor geestelijke gezondheidszorg.

Wij zijn van oordeel dat er teveel geld gaat naar de infrastructuur van de ziekenhuizen.

Het gezondheidsbeleid wordt daardoor te veel beperkt tot een «stenenbeleid».

Bij het opstellen van de begroting 1998 had de SP voorgesteld om 50 % te besteden voor de openbare ziekenhuizen — waar de noden eigenlijk groter zijn — en 50 % voor de privé-ziekenhuizen. Het Verenigd College heeft vastgehouden aan de oude wet van 1973, waardoor alle ziekenhuizen recht hebben op investeringskredieten, dus ook de rijkere privé-ziekenhuizen. Uiteindelijk is de verhouding 43-57 geworden.

Ik verheel u niet dat dit een grote ontgoocheling is voor de Brusselse SP, die op termijn de 50-50-verhouding zal blijven nastreven.

Samengevat stellen we vast dat het gezondheidsbeleid van de GGC vooral aandacht besteedt aan de infrastructuur van de ziekenhuizen, dat de coördinatie van de thuisgezondheidszorg te wensen overlaat en dat de subsidiëring van infrastructuur van de ziekenhuizen niet gebaseerd is op reële behoeften, maar op een verouderde wet uit de gouden jaren zeventig, toen het overheidsmanna nog kwistig kon worden rondgestrooid.

Ik kom tot mijn slotbeschouwingen. De begroting van de GGC ligt vast. Het gaat om een bedrag van 1,95 miljard. Daarmee is de GGC de kleinste overheid van Brussel. Ter vergelijking de begroting van het OCMW van Brussel-stad bedraagt 3,8 miljard. De GGC kan geen eigen financiële middelen aanboren. Vroeger was er nog enige budgettaire ruimte. Nu wordt alles meer dan opgebruikt, zelfs 101 %. Daardoor wordt de begroting 1998 met een tekort ingediend. Dat is deels te verklaren door een nieuwe begrotingstechniek — ik verwijst naar het Fonds voor investeringen, maar ook deels omdat de GGC 101 % van de beschikbare middelen uitgeeft.

Politicus belangrijk vinden we dat de GGC in de feiten wordt versterkt. Zo wordt in de ontwerp-kaderordonnantie de voogdij

over de OCMW's volledig toevertrouwd aan het Verenigd College in plaats van aan de gouverneur. Daarmee wint de GGC aan politiek belang, in tegenstelling tot de wens van het FDF dat op een recent congres de afschaffing van de GGC had geëist. We beschouwen dat als een belangrijke overwinning, want de SP is altijd een vurig pleitbezorger geweest van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

In dat verband verheugt de SP-fractie zich ook over het recente taalhoffelijkheidsakkoord dat ook van toepassing is op de Brusselse OCMW's en bepaalde gemeentelijke vzw's die zich precies bezighouden met bijstand aan personen en andere bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. We hebben ook vertrouwen in de Voorzitter van het Verenigd College die zich persoonlijk garant heeft gesteld voor de correcte en onverkorte uitvoering van het taalakkoord. De SP-fractie zal alleszins nauwgezet toezien op de naleving van dit taalakkoord dat wij, socialisten, als een belangrijke maatstaf beschouwen voor het Brussels samenlevingsmodel.

De SP-fractie zal de voorliggende begroting goedkeuren, ook al heeft ze daar een aantal opmerkingen bij. (*Applaus.*)

**De Voorzitter.** — De heer Lootens-Stael heeft het woord.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Mijnheer de Voorzitter, ik zal hier geen lange beschouwingen geven bij deze begroting. In de gegeven omstandigheden vind ik dat niet de moeite waard.

Ik beperk mij vandaag tot de taalproblematiek in Brussel die het scherpst wordt aangevoeld in de openbare ziekenhuizen. Sommigen zullen mij misschien het verwijt maken dat ik steeds over hetzelfde spreek. Het zij zo. Ik zal hier nog vaak op terugkomen, zolang als het nodig is. Het onthaal en de begeleiding van Vlaamse patiënten in de Brusselse openbare ziekenhuizen is beneden alle peil. Het Vlaams Blok staat met deze vaststelling niet alleen. Andere Vlaamse collega's in deze Assemblee hebben deze wantoestanden vroeger ook aangeklaagd. Ook de media hebben er al vaker aandacht aan geschenken. Zelfs wetenschappelijke studies hebben aangetoond dat 58 % van de Vlaamse patiënten moet overschakelen op het Frans wanneer zij in een openbaar ziekenhuis in Brussel terechtkomen.

Het beleid heeft daar in de voorbije jaren weinig aan veranderd. Spijts de pariteitsregel in het College, hebben de Vlaamse excellenties het beleid nooit willen blokkeren om een verbetering af te dwingen. Het enige lichtpunt kan misschien het toevalige ontslag van Vic Anciaux worden genoemd. Zijn collega's Chabert en Grijp blijven echter op hun plaats zitten.

Wat is er wel gebeurd? Er worden nu Turkse en Marokkaanse bemiddelaars ingeschakeld in die ziekenhuizen om hun landgenoten met taalproblemen bij te staan. Die bemiddelaars worden zelfs meegefincierd door de Vlaamse regering. Ik ben haast beschaamd om het te zeggen. Voor de Vlamingen die geen Frans spreken bestaan er geen bemiddelaars. Niemand hier zal durven ontkennen dat communicatie tussen patiënt en arts van «levensbelang» is. Deze term moet letterlijk worden genomen, zoals recente reportages hebben aangetoond. Ik ben ervan overtuigd dat elders in Europa of in de wereld mensen in hun eigen taal worden verzorgd, maar in Brussel kan dat niet.

Collegelid Chabert heeft sterke beloftes gedaan voor TV-Brussel. Het Vlaams Blok heeft daar echter geen vertrouwen in. Het heeft evenmin vertrouwen in de beloftes van minister-voorzitter Picqué die zegt garant te staan voor de uitvoering van het taalhoffelijkheidsakkoord. Het Vlaams Blok heeft geen vertrouwen in charlatans die beweren de taalwetgeving te willen toepassen en die dat zelfs inschrijven in een regeerakkoord.

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

Overigens begrijp ik nog altijd niet waarom men in een regeerakkoord moet schrijven dat men de wet zal toepassen. Sterker nog, het taalhoffelijkheidsakkoord drukt in tegen de wet, versoept de taalwet, opent achterpoortjes.

Zolang de taalwetgeving niet wordt toegepast, en zeker in de Brusselse ziekenhuizen, kunnen wij deze begroting en de daaropvolgende niet goedkeuren. (*Applaus.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Gatz.

**De heer Sven Gatz.** — Mijnheer de Voorzitter, geen verrassingen vandaag en ook morgen niet. De VU-fractie zal de GGC-begroting niet goedkeuren. Daar zijn een aantal redenen voor.

Aangezien de begroting een politiek document is en dus over alle beleidsaspecten gaat, wil ik het even hebben over het taalakkoord dat rechtstreeks invloed heeft op deze begroting. De GGC-begroting is belangrijk voor de ziekenhuizen en de OCMW's in Brussel. Interessant in verband met het taalakkoord is een interview van 3 december 1997 met de voorzitter van het FDF. Op de vraag of de Vlamingen recht hebben op een onthaal in hun eigen taal in een Brussels ziekenhuis antwoordt de FDF-voorzitter: « Wel, ze moeten maar de privé-ziekenhuizen bezoezen waar ze controle over hebben. » Hiermee bedoelt hij dan: het AZ-VUB, en in mindere mate Sint-Elisabeth, Sint-Jan en Sint-Pieter. Uit dit interview blijkt dat het respect om een mens correct in zijn taal te ontvangen afwezig is, laatstaan dat dit als een recht wordt erkend. Ik druk erop dat het een recht betreft, dat terugaat op een wet van 1963 die door een democratische meerderheid is goedgekeurd in het Parlement. Een retorische vraag: welke democraat verzet zich tegen de toepassing van de wet?

Daarenboven is de *ratio legis*, de bestaansreden van dit recht het respect. In dit geval respect voor de gezondheid, de waardigheid van de patiënt, voor zijn taal en niet in het minst respect voor de tweetaligheid van Brussel. Hoe vaak zal dit in dit Parlement nog moeten worden herhaald?

Maar zelfs als dit taalakkoord wordt uitgevoerd — wat een vooruitgang zou betekenen — dan blijven er in de ziekenhuis-sector nog een aantal problemen bestaan. Voor het Vlaams medisch personeel dringt een inhaaloperatie zich op. 30 % van de ziekenhuispatiënten in Brussel zijn Nederlandstalig. Deze verhouding is bij het medisch personeel niet terug te vinden.

De Volksunie heeft bovendien nooit deel uitgemaakt van het College van de GGC. Dit is conform de wet, want de staatssecretarissen hebben zitting in de Colleges van de VGC en de Cocof, maar niet in dat van de GGC. In de voorbije acht jaar heeft de VU het beleid vanuit de meerderheid noodgezwongen gesteund, vanuit loyaalheid, maar zonder reële politieke macht of bevoegdheden, die we in de Brusselse regering wel hadden.

**De heer Walter Vandebossche.** — Dat is hypocrisie.

**De heer Sven Gatz.** — Ik heb geen lessen te ontvangen van de CVP en zeker niet van de heer Walter Vandebossche. Nu we ons in de oppositie bevinden is deze loyaaliteit tegenover het GGC-beleid misplaatsten overbodig. Ik verduidelijk mijn standpunt. De VU heeft nooit in de bicomunautaire sector geloofd, al nemen we aan dat er een bicomunautaire realiteit is die wil dat sommige Brusselaars niet kunnen kiezen tussen Nederlandstalig- of Franstalig- zijn, of tenminste geen definitieve keuze willen maken, maar wel voortdurend keuzes maken. Zo sturen Franstaligen hun kinderen naar Nederlandstalige scholen of gaan Nederlandstaligen naar Franstalige cultuurinstellingen, Franstaligen kopen Nederlandstalige kranten en omgekeerd. Dat is de Brusselse realiteit op communautair vlak. Dat moet zich vertalen op het vlak van de bevoegdheden. Er moeten Nederlandstalige en Franstalige instellingen zijn waartussen de

mensen kunnen kiezen. Iedereen moet overal welkom kunnen zijn. De VGC geeft terzake het goede voorbeeld. We voeren een bicomunautair beleid. In de Nederlandstalige scholen en cultuurinstellingen zijn de Franstaligen welkom. Onze projecten voor kansarmoedebestrijding staan open voor anderstaligen. Waarom kan de bicomunautaire sector die daartoe wettelijk verplicht is, niet openstaan voor Nederlandstaligen zowel als voor Franstaligen?

De bicomunautaire sector heeft van meetaf aan een slechte start genomen. Het voorvoegsel « bi » wijst voor de VU op gelijkwaardigheid, toch zijn Vlamingen in die sector nooit gelijkwaardig behandeld, ze zijn nooit « au sérieux » genomen. Daarom lijkt de oplossing mij Nederlandstalige én Franstalige instellingen die open staan voor iedereen, maar waartussen een cocomunautaire samenwerking mogelijk is. De VU is niet tegen samenwerking, maar niet in een bicomunautair carcan.

**De heer Walter Vandebossche.** — Wist u dat acht jaar geleden niet, mijnheer Gatz ?

**De heer Sven Gatz.** — Tot slot nog enkele bendenkingen over de begroting zelf. Ik heb de grootste moeite met de slordigheid waarmee de regering omspringt met haar armoederrapport. Dit is het resultaat van een ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De rapporten van de GGC bereiken ons laatijdig. Dit komt erop neer dat het College de Raad mistent in zijn bevoegdheden. Het Rekenhof en ook ik hebben grote moeite met het debudgetteren van het Fonds voor de financiering van de bouw voor ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen van de GGC. De controle door de Raad wordt hierdoor in de toekomst ernstig bemoeilijkt.

Zolang de negatieve gevolgen van het taalakkoord niet op federaal vlak worden omgebogen — de VU heeft op dat vlak een aantal eisen gesteld waaraan tot nu toe niet is tegemoetgekomen — kunnen wij deze begroting onmogelijk steunen. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Harmel.

**M. Dominique Harmel.** — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, M. Gatz a pointé un problème important, monsieur Grijp. Je suis consterné que la VU, qui vraisemblablement, a encore préparé ce budget avec vous, nous dise, ici, avoir, pendant huit ans, soutenu ce budget du bout des lèvres, avec peu d'intérêt. En réalité, elle s'inscrit dans une logique totalement identique à celle du FDF et de M. Maingain qui, lors de sa réélection, a tenu en quelque sorte le même discours, selon lequel « la Commission communautaire commune est une institution qui ne sert à rien. La Commission communautaire commune me dérange. Dès lors, on peut la supprimer ».

Monsieur Gatz, si l'on entre dans cette logique, je crie « attention », parce que — d'autres l'ont dit avant moi et personnellement, je n'ai pas changé d'avis, indépendamment du fait que je me trouve aujourd'hui dans l'opposition — c'est le lieu, où francophones et néerlandophones se rencontrent pour traiter des thématiques de santé et d'aide aux personnes. C'est essentiel pour les Bruxellois. S'il y a une assemblée pour laquelle je me battreai toujours, c'est la Commission communautaire commune. Donc, j'attire l'attention de chacun d'entre nous sur le geste qu'ils porteront demain, lors du vote du budget, qui ne sera pas insignifiant pour l'avenir de nos institutions. Soyons donc extrêmement vigilants à ce que, par un vote irresponsable, d'autres ne finissent de décider pour nous de notre avenir, ce que je trouverais lamentable et totalement regrettable.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

Comme l'a si bien dit dans l'introduction de son exposé le ministre de la Fonction publique et de l'Aide aux personnes (et je cite cet extrait de la page 9 du rapport, document B47/2):

« La présentation d'un budget constitue la phase cruciale au cours de laquelle l'occasion est donnée de commenter sa politique et de la soumettre à discussion. »

On n'aurait pu mieux dire. Cependant, je dois vous avouer qu'à travers les différentes propositions qui sont ainsi faites, j'ai le sentiment — M. Gatz nous l'a rappelé de manière plutôt brutale — que notre institution, la Commission communautaire commune, cet outil de coexistence indispensable et de participation régionale est — je le regrette, monsieur le ministre — sous-employée, démonétisée et nombre d'entre nous tentent de la démolir, ce que je ne peux admettre.

Mon collègue Denis Grimerghs a déjà exprimé ce que le groupe PSC pensait de la construction budgétaire et de son contenu.

Je souhaite pour ma part consacrer les minutes qui me sont imparties à décoder ce budget et le discours du Collège pour faire éclater combien maigre est le bilan et combien le Collège et sa majorité méprisent une institution originale et éminemment adaptée au caractère bilingue de notre Région, une institution qui rassemble plutôt que divise.

Pour ce faire je m'appuie sur l'ensemble des documents produits par cette institution. Sur les 54 documents B imprimés depuis le début de la législature, les 8 premiers étaient purement informatifs, 5 concernent des projets d'ordonnance, 4, des propositions d'ordonnance, 14 concernent des projets d'assentiments et 22 sont des documents budgétaires.

C'est vous dire si nous avons essentiellement discuté de budgets et pas longtemps, parce que les budgets à la CCC n'intéressent pas grand'monde ! Pour le reste, nous n'avons pas fait grand-chose pour ne pas dire rien du tout.

Dès 1992, nous nous étions engagés, dans le cadre d'un rapport sur la pauvreté. Nous nous vanton aujourd'hui d'avoir pu obtenir le rapport de 1995 à la fin de 1997. Il n'y a pas de quoi pavoiser !

Sur l'ensemble des documents publiés dans le cadre de cette Assemblée, environ 50 % sont des documents budgétaires et 18 % sont des documents qui concernent une volonté politique véritable que nous tentions de mener au sein de l'ARCCC.

Certes, le nombre des documents publiés n'est qu'une indication et le nombre de réunions tenues au sein d'une assemblée n'est pas non plus l'indice d'un haut rendement du travail. Néanmoins, nous ne mesurons pas suffisamment l'importance de cette assemblée de la CCC.

Je tiens à vous rappeler que mis à part les problèmes de cadre linguistique, nous avons incontestablement une tutelle sur les CPAS.

M. Smits nous a dit que nous devions traiter d'urgence le problème de la pauvreté. La solution de ce problème passe bien entendu par les CPAS.

Mme Dupuis a également dit que nous devions mener de manière urgente une politique de santé à l'égard des plus faibles.

M. Galand a rappelé, avec une grande pertinence, la faiblesse de la suite des travaux que nous avions organisés lors de la première législature. J'en veux pour preuve la problématique du rapport sur la pauvreté.

Je voudrais qu'on parle aussi d'un certain nombre de réflexions globales que nous avions eues lors de la première législa-

ture, notamment du programme en dix priorités en matière de toxicomanie. Quelle était notre volonté à l'époque ?

Nous étions confrontés à un fait de société touchant la jeunesse. Plutôt que de mener des politiques disparates au sein de la COCOF et de la VGC, travaillons ensemble au sein de la Commission communautaire commune et tentons d'établir une liste de priorités que nous défendrons ensemble. Nous avions aussi voulu réfléchir davantage à la problématique de la pauvreté qui a des incidences immédiates sur différentes matières régionales, comme l'urbanisme, l'emploi, l'aménagement du territoire... Nous pensions — et nous pensons encore aujourd'hui — que pour régler le problème de la santé au sens large — telle qu'elle a été définie par l'OMS — il convient de s'attaquer au bien être physique, mental et social de la personne. On ne peut y arriver qu'en analysant le problème globalement.

Pour mener cette politique coordonnée et être mieux informés des difficultés auxquelles nous devions répondre, nous avions voulu mettre en place un Observatoire de la santé, constitué de personnes compétentes, de manière à réaliser une analyse plus pointue des difficultés auxquelles nous devions répondre d'urgence. Cet Observatoire de la santé, qui devait être un organe indépendant, est resté lettre morte. Il faut reconnaître que le Gouvernement n'a plus été extraordinairement dynamique dans ce domaine depuis 1995. Mais, pire encore, nous avons, en ce qui concerne le rapport général sur l'état de la pauvreté, décidé, puisque c'était trop compliqué pour nous, de demander au Fédéral de nous donner les grandes pistes de réflexion qui pourraient nous permettre de cerner un peu mieux nos difficultés.

Monsieur le ministre, quelle est la cohérence de tout cela ? Vous nous avez demandé, en début de séance, de voter à la sauvette un amendement portant sur un montant de 400 millions nécessaires pour répondre à un besoin crucial : celui relatif aux émeutes que nous avons vécues il y a peu de temps. Vous allez nous présenter une construction boîteuse d'asbl et d'autres choses dont nous discuterons en commission.

Depuis 1992, nous étions d'accord pour entamer une réflexion sur un rapport sur l'état de la pauvreté. Nous nous félicitons d'avoir celui qui est sorti en 1995, mais depuis lors, silence radio.

Nous avions décidé de mettre en place un Observatoire de la santé digne de ce nom, de manière à être en possession de statistiques et d'une analyse élaborée des difficultés. Depuis lors, silence radio.

Nous sommes en train de coller des rustines pour faire croire que nous nous occupons d'un certain nombre de problèmes alors qu'en d'autres temps nous avions imaginé, au sein de cette Assemblée réunie, de nous donner le temps nécessaire de la réflexion et de l'analyse sur de grands problèmes, car nous voulions éviter la dualisation de la ville telle que nous la connaissons depuis un certain nombre de mois.

Je vous ai proposé, il y a quelques mois, que cette Commission communautaire commune puisse aussi s'occuper d'un certain nombre de missions culturelles telles que prévues par la Constitution. Des voix se sont immédiatement élevées pour dire : il n'en est pas question, vous ne voulez quand même pas qu'on parle de communautaire ici, il ne s'agit pas de biconnunautaire, restons dans notre logique habituelle.

Mais le problème est que nous devons, au sein de cette commission, être capables de mettre en place un certain nombre de structures permettant d'accueillir l'ensemble des Bruxellois.

Aujourd'hui, je ne suis plus dans la majorité, mais je n'ai pas changé d'avis. Notre groupe continue à soutenir la Commission communautaire commune parce que nous avons le sentiment

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

qu'elle joue un rôle important non seulement pour l'équilibre de notre région, mais également pour celui de notre pays.

Tous ceux qui, comme le FDF, essayent de nier l'existence de cette Commission communautaire commune font le jeu des hyperfédéralistes, des séparatistes. Cela conduit à recréer ailleurs les conditions d'un dialogue institutionnel où d'autres finiront par décider sans nous de notre avenir.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, de nous réaffirmer clairement le rôle que vous voulez voir jouer à cette Commission communautaire commune, quels sont les débats, les propositions, les projets que vous allez développer dans les dix-huit mois qui restent dans cette législation. J'ai le sentiment que depuis 1995, nous assistons à une Commission communautaire commune en léthargie. J'entends, par les propos tenus à cette tribune, que certains souhaitent même aller plus loin que cette léthargie, la supprimer purement et simplement et donc faire la démonstration qu'ils ne souscrivent pas à ce modèle bruxellois auquel vous tenez beaucoup.

Le PSC ne votera donc pas ce budget qu'il estime tiède. Mais il réaffirme clairement son soutien à une Commission communautaire commune plus nécessaire que jamais dans notre paysage politique. (*Applaudissements sur les bancs PSC.*)

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Chabert, lid van het Verenigd College.

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, in de eerste plaats bedank ik de rapporteurs. Ik antwoord tevens namens minister Hasquin.

Voor de duidelijkheid zal ik eerst de krachtlijnen van de begroting schetsen. Bij de voorstelling van de begrotingen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt naast de aanpassing 1997 en de initiële begroting 1998 een voorafspiegeling gegeven van de begroting 1999.

De begrotingen van de vastleggingskredieten voor de uitgaven zijn vrijwel in evenwicht. Voor de ordonnancementskredieten zullen wij in 1998 en in 1999 de thesauriereserves moeten aanspreken teneinde de verplichtingen van het verleden voor de bouwwerken na te komen.

Sinds 1995 krijgt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eveneens een dotatie van het gewest als erfenis van de vroegere provincie Brabant. Deze dotatie bedraagt 257 miljoen in 1997 en zal in 1998 412 miljoen bedragen. De verhoging is het gevolg van een supplementaire dotatie van de gewestbegroting van 150 miljoen per jaar als bijkomende impuls voor de bouwkalender. De opmerking van de heer Harmel dat deze begroting niet dynamisch genoeg is, verwondert mij. Er wordt vanwege het gewest immers een zeer belangrijke inspanning geleverd met betrekking tot de bouwkalender voor de vernieuwing van de ziekenhuizen en welzijnsinstellingen in Brussel.

Ten slotte ontvangt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zoals in het verleden een dotatie vanwege het gewest ten voordele van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn. Deze dotatie beloopt 356 miljoen in 1997 en 372 miljoen in 1998.

Ik zal het thans hebben over de herziening van de investeringsplannen. Deze begroting is een voorbeeld van een gezonde begroting. Wij hebben een grote inspanning gedaan teneinde het Verenigd College toe te laten al zijn verplichtingen na te komen. Ik wil de heer Grimberghs erop wijzen dat het in de bouwsector over ongeveer 1 miljard gaat ingevolge het beperken van de vastleggingen.

Net zoals vorig jaar werd in de loop van dit jaar een nieuw investeringsplan aangekondigd, dat voorziet in de nodige budgettaire ruimte voor bouwwerken.

Bij de voorstelling van de begrotingen van vorige jaren, hebben wij erop gewezen dat het noodzakelijk is de investeringsplannen te herzien om rekening te kunnen houden met de bouwkalender in coördinatie met de federale overheid en met het federale programma voor sluiting van bedden.

Intussen hebben zich een aantal feiten voorgedaan. De sluiting van een akkoord tussen de federale overheid en de Gemeenschappen kan niet worden gegarandeerd.

Gezien het onmogelijk is protocols te sluiten in het kader van het ziekenhuisbeleid, heeft de federale overheid besloten tot de sluiting van bedden door de gemeenschappen en de gewesten. De gevolgen van deze beslissing voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn slechts zeer beperkt en de betrokken ziekenhuizen zullen hun argumenten kunnen naar voren brengen voor de beroepscommissie.

Dans ce contexte nous avons plaidé pour une approche globale.

Au niveau du secteur hospitalier dans son ensemble, un rattrapage total du retard de la reconstruction des hôpitaux bruxellois bicomunautaires s'impose. Ce retard a notamment été causé par la politique du «frigo» d'avant la réforme de l'Etat de 1989. Depuis le début de cette législature, seuls les projets en cours et les travaux nécessaires pour des raisons de sécurité avaient été réalisés.

Pour chaque dossier individuel, un projet global et complet est soumis, indiquant clairement la situation finale à atteindre, éventuellement répartie en phases. On met fin à la prétendue politique du «saucissonnage», qui mène à des projets généralement plus chers et déséquilibrés.

Nous plaidons également pour une vision pluriannuelle.

Vu, d'une part, l'importance que représente le renouvellement de l'infrastructure hospitalière (au niveau budgétaire, au niveau du temps) et, d'autre part, la difficulté des constructions sur le site, sans mettre en péril l'exploitation courante, une vision pluriannuelle s'impose. Il est déraisonnable de porter en compte sur des budgets annuels des projets dont l'exécution est nécessairement étalée sur plusieurs années. En outre, l'engagement pour une phase déterminée, implique nécessairement la réalisation d'une phase suivante, afin de ne pas porter préjudice à la continuité du service.

Nous prévoyons une exécution étalée sur un maximum de 12 ans.

J'en reparlerai tout à l'heure pour vous prouver que cette période tient compte de l'expérience du passé et qu'elle était dès lors tout à fait nécessaire.

Afin de réaliser cette ligne d'action et de donner de nouvelles impulsions au mouvement de rattrapage de la rénovation des infrastructures hospitalières bruxelloises désuètes, un besoin incontestable de moyens supplémentaires avait été constaté.

La Région s'est déclarée disposée à porter à 337,5 millions le budget annuel de la Commission communautaire commune pour les investissements dans les constructions hospitalières (plus 112,5 millions pour le secteur de l'Aide aux Personnes). Ainsi, un fonds d'investissements est créé qui garantira à l'avenir l'octroi de ces montants annuels. Cette intervention supplémentaire de la part de la Région donnera une marge d'action considérablement plus grande et permettra la concrétisation d'un programme d'investissement plus réaliste, sans pour autant que toutes les demandes puissent être satisfaites.

Welke werkwijze hebben wij toegepast voor het opstellen van het bouwprogramma van de ziekenhuizen?

Midden 1996 werden alle ziekenhuizen individueel uitgenodigd om hun projecten in te dienen, te motiveren en toe te lichten. Op basis van deze projecten werd een analyse gemaakt van de behoeften voor de hele ziekenhuissector.

De vragen van de instellingen werden allemaal op dezelfde wijze vergeleken met de regels van het koninklijk besluit van 4 september 1978 tot vaststelling van de maximumkostprijs per bed, verminderd met de reeds ontvangen subsidies vanaf 1 januari 1978. Op die manier kwam men tot perfect vergelijkbare bedragen, met name de wettelijk geplafonneerde subsidieaanvragen, verminderd met de reeds ontvangen subsidies.

Op basis van de hierboven genoemde dossiers werden criteria vastgelegd teneinde het beschikbare budget van 4 050 miljoen gespreid over 12 jaar niet te overschrijden. Het gaat onder meer over de brandbeveiligingsnormen, aanpassing aan vereisten van comfort en kwaliteit, rationalisatie afhankelijk van fusie, groepering of samenwerkingsverband, wetgeving op het vlak van ziekenhuizen — huidige en trends — en exploitatie tijdens de werken.

Voor de publieke ziekenhuizen wordt aldus voor 1 755 miljoen subsidies voorgesteld, wat overeenkomt met 3 346 miljoen werken. Voor de privé-ziekenhuizen wordt voor 2 294 miljoen subsidies voorgesteld, wat overeenkomt met 4 151 miljoen aan werken.

Ik zal nu ingaan op de concrete vragen die mij in de loop van het debat werden gesteld. In de eerste plaats bevestig ik dat de vorige bouwkalender werd gevuld. De subsidies voor het Sint-Pietershospitaal werden in het plan 1994-1999 vastgesteld op 415 miljoen. Tussen 1994 en 1996 werden werkzaamheden uitgevoerd voor een totaal bedrag van 384 miljoen. Het resterende bedrag voor de investering in het plan 1994-1999 bedraagt nog 15,3 miljoen. Volgens het plan dat nu voorligt heeft het Sint-Pietershospitaal echter nog recht op een bedrag van 257,7 miljoen, zodat er zich dus geen enkel probleem stelt voor de volledige uitvoering van het vorige plan.

En ce qui concerne la clinique César De Paepe, n'avez aucune crainte, les 33 millions prévus au calendrier précédent ont été exécutés à raison de 27 millions. Ce montant a suffi à l'exécution de tous les travaux prévus. La clinique César De Paepe n'a introduit aucune nouvelle demande.

Ik wil de heer Garcia erop wijzen dat het evenwicht privé-publiek in de bouwkalender ongeveer overeenstemt met het evenwicht tussen de privé-sector en de publieke sector op het vlak van het aantal bedden. Overigens, globaal gezien (sector gezondheid en welzijn) is een evenwicht vast te stellen. Voorts wil ik opmerken dat er niet is gewerkt op basis van politieke evenwichten, maar op basis van de behoeften die in de sector op objectieve wijze konden worden vastgesteld. De publieke sector heeft gekregen wat hij heeft gevraagd, voorzover kaderend binnen de wettelijke plafonds terzake.

**De heer Robert Garcia.** — Ik wens alleen op te merken dat een aantal rijke privé-ziekenhuizen op dit ogenblik voor hun investeringen echt geen behoeftes hebben aan overheids geld. Ik leg mij uiteraard neer bij de vastgestelde bedragen, maar ik maak deze opmerking opdat iedereen zou weten dat de SP ervoor zal blijven ijveren dat de middelen terechtkomen op de plaats waar zij effectief nodig zijn.

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — De wet is de wet. Wij kunnen moeilijk beoordelen welke ziekenhuizen als rijk of als arm moeten worden bestempeld. De wet bepaalt dat de zieken-

huizen subsidies kunnen aanvragen. Op basis van de vigerende reglementen en wetten worden de subsidies toegekend. De publieke sector werd zeker niet benadeeld want die ziekenhuizen hebben gekregen wat zij vroegen. De subsidies aan de privé-sector werden beperkt om binnen het budget van 4 050 miljoen te blijven.

Sommigen hebben bedenkingen geformuleerd bij de duur van de periode, die op 12 jaar werd vastgesteld.

Zowel de heer Harmel als de heer Grimberghs weten zeer goed dat de vorige periode werd vastgesteld op 6 jaar, namelijk van 1994 tot 1999. De werken voor Sint-Pieter en Saint-Michel worden voortgezet in de huidige bouwkalender. Nochtans werd het principiële akkoord voor deze projecten verleend in de regeering Dehaene-Moureaux, die toen verantwoordelijk was voor deze materie. Het gaat dus om projecten van vóór 1989. De oorspronkelijk vastgestelde periode wordt dus ruim overschreden. Dit voorbeeld toont aan dat het vaak zeer moeilijk is in Brussel werken uit te voeren aan ziekenhuizen en aan andere gebouwen in duur te schatten.

**M. Denis Grimberghs.** — Demandez des pouvoirs spéciaux à Hasquin !

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Er moet rekening worden gehouden met de reglementering inzake ruimtelijke ordening en bouwtoelatingen. Bovendien moeten de ziekenhuizen gedurende de werkzaamheden voort blijven functioneren. De werken slepen soms zeer lang aan, onder meer omdat er vooraf een behoeftenstudie moet worden uitgevoerd, voorts moet er een masterplan worden uitgewerkt, waarbij de nodige faseringen worden ingebouwd. Vervolgens moeten de wettelijk bepaalde toelatingen worden aangevraagd. Bij de uitvoering moeten de vastgestelde procedures worden nageleefd en moet rekening worden gehouden met de geldende bepalingen inzake lastenboeken en openbare aanbestedingen. Bovendien mag men de exploitatie nooit stopzetten terwijl de werken aan de gang zijn. De ervaring heeft geleerd dat alle fasen niet kunnen worden goedgekeurd wanneer er wordt gewerkt met kortere perioden. Een periode van twaalf jaar stemt overeen met de realiteit.

De heer Galand heeft opgemerkt dat de behoeftenstudie niet op een wetenschappelijke manier is uitgevoerd. Ik ben het hiermee niet eens. De vragen van de instellingen werden uitgebreid onderzocht en er werd rekening gehouden met de actuele bezetting van de bedden, gebaseerd op een normale ligduur. Recente federale maatregelen hebben slechts een geringe vermindering — het gaat om twaalf bedden — tot gevolg gehad. Het onderzoek is zeer grondig gevoerd en werd gebaseerd op de bestaande behoeften.

**M. Paul Galand.** — Ce qui nous oppose, c'est que vous partez toujours de la demande des institutions. Quand je vous demande si vous avez fait une évaluation, vous répondez : « Oui, nous avons bien étudié la demande des institutions. » Ce n'est pas ce que je vous demande. Je voudrais savoir si une évaluation a été faite à partir des besoins de la population et non à partir de ceux des institutions. Le devoir du directeur d'une institution est de se battre pour que celle-ci croisse et embellisse. Mais, en tant qu'homme politique, ma responsabilité est de savoir, en fonction de l'évolution démographique, de l'évolution sociale de la population et des progrès scientifiques, quels sont les besoins de santé et comment on y répond.

**De heer Jos Chabert**, lid van het Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Ce que vous n'avez pas bien compris, c'est que le Gouvernement fédéral a estimé, en évaluant les besoins à Bruxelles, qu'il ne fallait supprimer que 12 lits. Le

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

Gouvernement fédéral avait donc l'impression que les hôpitaux bruxellois devaient garder la plupart de leurs lits et que dès lors, ils devaient être modernisés. L'étude globale que vous demandez aujourd'hui a donc déjà été réalisée par le Gouvernement fédéral.

Je voudrais également répondre à M. Grimberghs qui demande où nous en sommes concernant le projet d'ordonnance sur le Fonds de financement. Celui-ci est depuis quinze jours au Conseil d'Etat à qui avons demandé une réponse dans un délai d'un mois. Nous pourrons donc bientôt discuter de ce texte en commission et il sera soumis à l'Assemblée dans le courant du premier trimestre 1998.

Tijdens een vroegere vergadering heb ik het reeds gehad over de thuiszorg. Als ik het mij goed kan herinneren, was de heer Vandenbossche toen echter niet meer aanwezig. Ik wil nog even terugkomen op deze materie en er nog enkele elementen aan toevoegen.

De thuiszorg is in Brussel inderdaad minder ontwikkeld dan elders. Wellicht kan dit worden beschouwd als een grootstedelijk fenomeen. In grote steden wordt vaker een beroep gedaan op residentiële zorg in instellingen omdat de hulpbehoefende er meestal meer geïsoleerd is dan in een landelijk milieu. Voor de thuiszorg is een minimum aan «entourage» of zogenaamde «mantelzorg» vereist. Uit sociologische analyses is gebleken dat er in Brussel veel meer rusthuisbedden beschikbaar zijn dan in Vlaanderen, maar dat er minder thuishulp aan bejaarden wordt geboden. Er zijn ook meer ziekenhuisbedden, maar er is minder thuisverzorging. Ik betreur deze toestand. Hulpbehoefenden moeten in de mate van het mogelijke thuis worden opgevangen en verzorgd.

Het bedrag van 4 miljoen is slechts een fractie van de miljarden die door de federale Regering aan thuiszorg worden besteed. Wij hebben gedurende enkele jaren 4 miljoen toegekend aan een aantal organisaties. Dit eerder symbolische bedrag betekent echter niets in vergelijking met het totale bedrag aan subsidies dat aan deze organisaties wordt toegekend.

Wij hebben deze problematiek op federaal niveau aangekaart en de problemen in verband met de thuiszorg in Brussel naar voren gebracht. Op de interministeriële conferentie voor gezondheidszorg hebben wij erop aangedrongen de situatie in Brussel niet te verwaarlozen, maar de inspanningen van federale zijde te verhogen.

In Brussel worden er, zowel langs Franstalige als langs Nederlandstalige zijde, in de monocommunautaire sector nog altijd monocommunautaire initiatieven genomen. Ik beweer niet dat de thuiszorg uitsluitend door de monocommunautaire en de federale instellingen moet worden behartigd, wij stellen echter vast dat er in de bicomunautaire sector zeer weinig initiatieven worden genomen. Dit betekent niet dat wij de thuiszorg in Brussel zouden verwaarlozen. Er is geen sprake van dat wij ons geloof in de bicomunautaire sector opgeven. De bevolking van Brussel is een bevolking die — hoewel soms in moeilijke omstandigheden — samenleeft en samen wordt verzorgd. Uiteraard moet iedereen in zijn eigen taal en volgens zijn eigen cultuur worden verzorgd. Wij blijven dit fundamentele standpunt handhaven. Zowel de heer Grijp als de andere ministers staan hier volledig achter. Ik ben mij ervan bewust dat de VU nooit heeft geloofd in de bicomunautaire opbouw in Brussel.

M. Galand a évoqué la question de l'évaluation des besoins et de l'Observatoire de la santé. Le Collège a approuvé le principe de la mise en place d'une collecte et d'un traitement des statistiques concernant les naissances et les décès. Depuis belle lurette, celles-ci n'étaient plus traitées. Dès 1998, nous disposons de cette source importante d'informations. Par ailleurs, nous progressons également dans notre démarche visant à

recueillir, via la banque carrefour de la sécurité sociale, des renseignements en ce qui concerne les soins dispensés à Bruxelles, les bénéficiaires et les prestataires.

Nous participons également à l'enquête nationale « santé » effectuée par l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie. Elle est très vaste : elle porte sur 10 000 personnes dont 3 000 à Bruxelles, et constituera une large base de données.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas le coût des soins repris au budget Inami. Malheureusement, l'éclatement des compétences entre le Gouvernement et les communautés a donné lieu à une séparation du financement des politiques en matière de préventif et de curatif. L'analyse des besoins doit principalement réagir sur les transferts du budget du secteur curatif et relève essentiellement du Gouvernement fédéral.

Wat de taalproblematiek in de Brusselse instellingen in het algemeen, maar vooral in de ziekenhuizen betreft, wijs ik op de uitvoering van het taalkoord. Ik ben ervan overtuigd dat men spoedig zal inzien dat dit in Brussel een oplossing kan betekenen voor een probleem waardoor wij reeds generaties lang worden geteisterd. Dit taalkoord is gebaseerd op het respecteren van de taalwetgeving, ook door de contractuelen. Door ervoor te zorgen dat de wervingsreserve uit tweetaligen bestaat, zullen wij in staat zijn personeel te leveren dat de tweetaligheid in de instellingen kan waarborgen. Dit is een absolute vereiste. Samen met de heer Anciaux hebben wij hiervoor jarenlang gepleit. Dit akkoord werd thans bereikt. Alles wijst erop dat reeds in de volgende weken de bereidheid zal blijken om dit taalkoord te respecteren.

De Gemeenschapscommissie steunt de verbetering van de kwaliteit van het onthaal in de instellingen en het principe dat iedereen in zijn eigen taal kan worden verzorgd. Wij hebben credieten ter beschikking gesteld voor het verhogen van de talenkennis van het personeel in de ziekenhuizen. Er wordt meer en meer gebruik gemaakt van de geboden middelen. Door het opvoeren van de tweetaligheid, zijn er steeds meer mensen ter beschikking om zieken en bejaarden op te vangen in hun eigen taal. Dit is overigens een elementair recht.

Wij zijn ongetwijfeld op de goede weg. Het zou dan ook betrekenswaardig zijn dat deze begroting, die broodnodig is voor bejaarden, voor zieken en voor mensen die in armoede leven, niet wordt goedgekeurd en dat wij niet kunnen rekenen op de zin voor sociale verantwoordelijkheid. Ik reik de hand aan hen die samen met ons hun verantwoordelijkheid willen openen. De toekomst zal niet gemakkelijk zijn. Wij willen in elk geval samenwerken met mensen van goede wil. Over de partij-politieke grenzen heen hopen tienduizenden mensen dat de kloof tussen de politiek en de burger ter gelegenheid van de goedkeuring van deze begroting niet zal groeien. Wij moeten de toenadering op het terrein stimuleren. Onze politieke problemen kunnen niet worden opgelost indien wij geen maatregelen nemen ten voordele van de mensen — zowel Vlamingen als anderstaligen — die zich in een noodssituatie bevinden.

Dames en heren, ik doe een beroep op uw verantwoordelijkszin, op uw edelmoedigheid en op uw inzet. Ik ben ervan overtuigd dat de wil bestaat om de problemen op te lossen en verzoek u goed na te denken alvorens uw stem uit te brengen. De bevolking zou ons dankbaar zijn. Bovendien zouden wij deze vergadering tevreden en met geheven hoofd kunnen verlaten omdat wij de belangen van de bevolking hebben laten primieren. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Grijp, lid van het Verenigd College.

De heer Rufin Grijp, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen. — Mijn-

heer de Voorzitter, ik zal gedeeltelijk in eigen naam en gedeeltelijk in naam van de heer Gosuin antwoorden, die een eigen antwoord zal formuleren. Bij de voorstelling van een begroting leg het Verenigd College zijn beleid aan de Verenigde Vergadering ter discussie voor.

Op dit ogenblik doktert het Verenigd College een volledig nieuwe wetgeving uit voor de bicommunautaire sector. De Verenigde Vergadering heeft de ordonnantie betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg reeds goedgekeurd. Deze treedt in werking op 1 januari 1998.

Begin oktober van dit jaar heeft het Verenigd College in eerste lezing het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie en werking van sommige sectoren van de bijstand aan personen goedgekeurd en aan de Raad van State voorgelegd voor advies. Op dit ogenblik worden de uitvoeringsbesluiten uitgewerkt op vier deelterreinen, namelijk de gezins- en bejaardenhulp, de gehandicaptenzorg, de thuislozenzorg en de bejaardenzorg.

Vandaag heeft het Verenigd College in eerste lezing het voorontwerp van ordonnantie goedgekeurd betreffende het administratief toezicht op de OCMW's. In dit voorontwerp wordt het Verenigd College de enige toezichthoudende overheid van de OCMW's, net zoals de regering de toezichthoudende overheid is van de gemeenten.

De begroting 1998, die vandaag ter goedkeuring wordt voorgelegd, bevat een investeringshoofdstuk, dat het mogelijk moet maken gedurende het volgende decennium de kwaliteit van de infrastructuur van de bicommunautaire ziekenhuizen en bejaardehhuizen te verhogen.

Onder meer om deze redenen is de goedkeuring van de begroting 1998 van de GGC vandaag van belang. De andere redenen hebben te maken met het beleid waarvan deze begroting de concretisering is. In deze bondige toelichting wil ik mij beperken tot de sociale materies die tot mijn bevoegdheid behoren.

De afdeling «Bijstand aan Personen» bevat in hoofdzaak de kredieten die bedoeld zijn om de werking van een aantal publieke en private voorzieningen in de welzijnsszorg te garanderen. Het gaat hierbij om vier domeinen.

In de eerste plaats is er de algemene maatschappelijke dienstverlening. Deze omvat de OCMW's, de private centra voor maatschappelijk werk en enkele andere voorzieningen, zoals het justitieel welzijnswerk. Het budget voor deze sector bedraagt in totaal 482 miljoen, dit is een verhoging met 22 miljoen in vergelijking met de initiële begroting 1997. Deze verhoging van de kredieten bestaat uit drie elementen: de verhoging van het Fonds voor maatschappelijk welzijn, dat in 1998 over de OCMW's zal worden verdeeld volgens nieuwe criteria; een nieuwe basisallocatie voor de ondersteuning van de OCMW's die werk willen maken van de sociale coördinatie in hun gemeente; en ten slotte de uitvoering van het intersectoraal akkoord, dat midden van dit jaar werd afgesloten en dat in meer middelen voorziet voor de private centra voor maatschappelijk werk. Zo zullen de subsidies voor de personeelskosten worden verhoogd en zullen er subsidies worden toegekend voor de vorming van het personeel.

Voorts vermeld ik de gehandicaptenzorg, die de MPI's en de ADL-diensten omvat. Het totale bedrag dat in de begroting is ingeschreven, bedraagt 22 miljoen, dit is een verhoging met 10 % in vergelijking met de begroting 1997. Deze substantiële verhoging is noodzakelijk om de engagementen na te komen die werden aangegaan in het kader van het intersectoraal akkoord. Het gaat meer bepaald om de aanwerving van extra-personeel in overeenstemming met de omkaderingsnormen, de uitbreiding van het aantal plaatsen in de bestaande homes en dagcentra en

het ontwikkelen van nieuwe voorzieningen, zoals het begeleiden wonen voor gehandicapten.

Ten derde is er de bejaardenzorg. Het bejaardenbeleid van de GGC bestaat uit twee delen: de subsidiëring van voorzieningen zoals de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, de dagopvang voor bejaarden en Home Info, enerzijds, en de erkenning van de bejaardentehuizen en de financiering van de investeringen in publieke en private bejaardentehuizen, anderzijds. Over de investeringen heb ik het zojuist gehad. Deze investeringen niet meegerekend, gaat het om een bedrag van 180 miljoen, dit is een verhoging met 35 miljoen in vergelijking met 1997. Deze belangrijke verhoging is bedoeld voor de ondersteuning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en is de concretisering van de politieke keuze voor een versterking van de thuiszorg in de bejaardenzorg. Om dit te kunnen realiseren, wordt er een nieuw besluit uitgewerkt. Hierin was trouwens voorzien in het intersectoraal akkoord. De versterking van de thuiszorg past tevens in de uitvoering van het protocolakkoord Ouderenzorgbeleid, waarin het blokkeren van de erkenningen van de bedden in de bejaardentehuizen wordt gekoppeld aan de versterking van alternatieve vormen van verzorging.

Ten slotte wil ik het hebben over de thuislozenzorg. De thuislozenzorg van de GGC omvat een waaijer van voorzieningen: de onthaaltehuizen, het nachtasiel, het crisisopvangcentrum, de initiatieven voor beschut wonen en het straathoekwerk. Deze sector vertegenwoordigt ongeveer 55 miljoen. In de begroting 1998 is voorzien in een verhoging van de kredieten voor het nachtasiel teneinde tegemoet te komen aan de behoeften aan extra bedden gedurende zes à acht maanden per jaar. Daarnaast is er de verhoging van de kredieten voor het straathoekwerk.

Al deze maatregelen hebben tot doel optimaal tegemoet te komen aan de groeiende sociale behoeften in het gewest en de kwaliteit van de dienstverlening te garanderen.

Ik zal alle maatregelen samenvatten. Met betrekking tot de gehandicaptenzorg vermeld ik: meer mogelijkheden voor gehandicapten en betere betaling van het personeel dat werkzaam is in de gehandicaptenzorg. Ter bestrijding van de armoede: meer geld voor het Fonds voor maatschappelijk welzijn, een betere verdeling van de middelen tussen rijke en arme gemeenten en meer aandacht voor het armoedebeleid in de gemeenten. Inzake de bejaardenproblematiek: meer geld voor de gezins- en bejaardenhulp en betere betaling van het personeel in deze sector. In de thuislozenzorg moeten er maatregelen worden genomen voor de uitbreiding van de mogelijkheden van het nachtasiel en het straathoekwerk.

Ik roep de heer Gatz van de VU op om — wat zijn richtlijnen ook mogen zijn — bij de stemming te luisteren naar zijn hart, dat luid klopt voor dergelijke initiatieven. Ik hoop dat hij deze louter sociale begroting goedkeurt en dat hij de gehandicapte, de arme, de bejaarde sukkelaar noch de thuisloze zal straffen, voor wie de staatssecretaris van de VU gedurende acht jaar zijn best heeft gedaan. Ik hoop dat hij niet te veel verwijst naar de taaltoestanden in de openbare ziekenhuizen, want het gaat om een delicater aangelegenheid dan hij wellicht denkt. Wettelijk moet ten minste 25 % van het personeel van de lokale openbare besturen en van de ziekenhuizen Nederlandstalig zijn. Uit statistieken van IRIS blijkt dat 28 % van het personeel van de openbare ziekenhuizen Nederlandstalig is. Nogtans worden in de groep van de geneesheren en van het verplegend personeel te weinig belangrijke functies ingenomen door Nederlandstaligen. Hiervoor kunnen twee redenen worden aangehaald: de traditionele onwil van de OCMW's, die het tot nu toe voor het zeggen hadden, maar ook het gebrek aan interesse vanwege Nederlandstalige geneesheren en verplegenden om in Brussel te komen werken aan minder goede financiële voorwaarden. Mijn echtgenote is voorzitter van een openbaar ziekenhuis. De talloze personeels-

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

advertenties in Vlaamse gespecialiseerde tijdschriften voor geneesheren en verplegend personeel blijven zonder gevolg.

Met IRIS krijgen wij een belangrijke kans. Wij zullen IRIS opdragen lijsten aan te leggen van Nederlandstalige kandidaten en het afleggen van taalexamens aanmoedigen. Ik hoop dat er voldoende kandidaten zullen komen opdagen. Indien zij echter niet opdagen omdat zij niet in Brussel willen werken, blijft de openbare ziekenhuizen en het College geen keuze.

Ik hoop dat er aan het einde van deze legislatuur op dit vlak meer zekerheid kan worden geboden. (*Applaus.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Grimberghs.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, les appels pathétiques que nous avons entendus à cette tribune n'ont manifestement pas fait revenir en nombre les amis francophones de M. Vanhengel: il est tout seul sur les bancs du milieu.

Je constate que l'on insiste énormément sur l'importance de la Commission communautaire commune. D'aucuns vont même jusqu'à se mettre à genoux pour demander aux néerlandophones de cette Assemblée de manifester quelque intérêt pour les problèmes bicommunautaires. Mais qu'en même temps, la plupart des bancs de la majorité sont pratiquement déserts.

Cela étant, après avoir entendu la réponse de M. Chabert, je souhaiterais rappeler certains propos tenus par M. Garcia — auquel je ne voudrais certainement faire aucun tort en le citant — dans le cadre du débat qui s'est déroulé le 5 décembre dernier. En premier lieu, il avait dit en tant que président de la Commission des Affaires sociales et de la Santé qu'il serait tout à fait normal de disposer d'informations complètes, en vue de mener un débat de qualité sur le programme d'investissements hospitaliers. J'y reviendrai dans un instant mais je signale que dans ce domaine, nous continuons à recevoir les informations au compte-gouttes. En second lieu, M. Garcia avait également estimé — je pense ne pas le trahir mais je n'ai pas sous les yeux le texte de son intervention — qu'il était étonnant de la part du Collège réuni de s'être contenté d'imposer peu de critères de sélection en ce qui concerne l'attribution de ses moyens. En effet, la réponse du Collège réuni à cet égard était que tous ceux qui avaient demandé des moyens en avaient reçu. Personnellement, je ne me transformerai pas en représentant de commerce pour demander si les diverses dispositions ont bien été respectées pour chacune des institutions. Vous aurez certainement compris le jeu auquel je m'étais livré: personne ne peut en effet me suspecter d'avoir posé des questions qui concernent des institutions dont je suis naturellement proche. Je me suis davantage intéressé aux autres institutions.

**Mme Ghislaine Dupuis.** — Je croyais que vous en étiez proche également.

**M. Denis Grimberghs.** — De Cesar De Paepe? Non. D'ailleurs, madame Dupuis, votre intérêt pour la question que j'ai soulevée a été immédiat. L'on ne s'y est pas trompé. Par ailleurs, la réponse de M. Chabert a été très claire à cet égard. Cependant, je voudrais savoir si les membres de cette Assemblée devront aller à la pêche, institution par institution, pour obtenir les chiffres nécessaires. Cela me paraît une curieuse façon de travailler. Je ne puis donc que rappeler la demande formulée par M. Garcia, et qui me paraissait relever du bon sens, en ce qui concerne la communication de tous les chiffres.

Par ailleurs, je souhaiterais obtenir un petit lexique afin de comprendre les pages 66 à 68 du rapport, lesquelles sont absolument illisibles dans leur forme actuelle, même pour ceux qui, comme moi, s'intéressent quelque peu à cette question.

Pour le reste, j'envisage de déposer une dizaine de questions écrites, ce qui me permettra peut-être d'obtenir des réponses. Cependant, il me paraît assez décevant de devoir sans cesse poser les mêmes questions pour obtenir quelques réponses de ci de là.

Par ailleurs, afin qu'aucune ambiguïté ne subsiste à cet égard, je précise que le PSC est favorable à un plan pluriannuel. Cela a d'ailleurs été fait par le passé et d'aucuns, absents aujourd'hui, l'ont critiqué. Nous étions parfaitement conscients du fait que cette technique devrait être renouvelée. En tout cas, comme l'a dit M. Chabert, il est certain que ce plan n'a pas été élaboré à la sauvette: 25 mois ont été nécessaires pour ce faire. Cela voudrait plutôt dire qu'on a plutôt traîné, en arriver à découvrir aujourd'hui que l'ampleur des besoins est telle qu'un plan doit être établi sur douze ans et qu'un parastatal financier doit être créé pour opacifier quelque peu la manœuvre. Je m'étonne que vous ne travailliez pas plus rapidement pour résoudre les problèmes qui vous paraissent prioritaires. Le fait de dire aux institutions qu'elles seront, dans les douze prochaines années, en droit de recevoir telle somme ne les informe pas du moment exact où leur dossier, pourra faire l'objet d'engagements? Monsieur le ministre, il ne suffit pas de répondre, chaque fois que l'on vous interroge sur la crédibilité de l'opération, que celle-ci ne pose aucun problème et qu'il est plus raisonnable de travailler dans le cadre d'un plan pluriannuel que par année.

Ensuite, vous précisez que le Fonds garantira les engagements sur douze ans. Nous ne cessons de demander des explications quant à la technique juridique qui permettra au Fonds de garantir de tels engagements. Si la volonté du Collège est effectivement de procéder à des engagements via un Fonds, qu'il le stipule dans le budget par un article prévoyant l'octroi d'une autorisation d'engagement. On pourrait par exemple penser à une autorisation d'engagement exceptionnelle de 4 milliards de francs à un Fonds, qui disposerait donc de 450 millions de francs l'année prochaine, lors de sa création. Il me paraît totalement inutile de répéter tous les quinze jours que ces engagements seront garantis si la façon de procéder en la matière n'est pas explicitée.

Par ailleurs, d'après le Collège réuni, toutes les demandes introduites ont été satisfaites. C'est un mensonge. Pour moi, qui ai demandé un arbitrage, cela n'est pas grave. Je comprends parfaitement que l'on ne puisse pas répondre à toutes les demandes. Mais alors que l'on ne prétende pas le contraire. C'est faux!

Ensuite, même si c'était vrai — car effectivement, certains n'ont pas introduit de demandes — des inquiétudes peuvent se manifester, parce que d'aucuns n'ont pas prévu d'investissements pour les cinq prochaines années croyant, dans un certain nombre de cas, que la priorité devrait être donnée à la modernisation du fonctionnement de leur institution. C'est le cas d'institutions publiques en difficultés. On peut le comprendre. Mais qu'une telle institution se voie fermer les portes pour douze ans, c'est énorme.

Monsieur le ministre, lorsqu'une institution n'introduit aucune demande dans le cadre d'un plan quinquennal, cela ne signifie nullement qu'elle n'envisage pas un investissement qui pourra être subsidiable dans les douze prochaines années. Je connais personnellement une institution hospitalière publique qui a d'importants problèmes de gestion. Durant les cinq prochaines années, elle va donc s'occuper de ceux-ci mais par la suite, si elle a pu assurer son redressement, elle pourrait parfaitement prétendre à des subventions dans le cadre du programme d'investissement. Mais ce sera impossible et c'est ce qui me paraît choquant dans cette opération.

Pour le reste, monsieur Chabert, j'insiste sur le fait que nous souhaitons obtenir des informations complètes — et non pas au

compte-gouttes — quant à cette opération, en vue d'une plus grande clarté.

Par ailleurs, dire que vous n'avez pas eu recours à des formules d'équilibre politique, c'est également faux — cela a été dit en commission — pour les hôpitaux psychiatriques.

**M. le Président.** — Monsieur Grimberghs, je vous prie de bien vouloir conclure, car vous avez dépassé votre temps de parole.

**M. Denis Grimberghs.** — Je conclus, monsieur le Président.

Comment est-il possible que quatre institutions psychiatriques qui ont une histoire différente, un nombre de lits différent, des méthodes de travail différentes — toujours dans le cadre de la réglementation — reçoivent, tout à fait par hasard, exactement le même montant de subvention ? Selon moi, c'est parce que l'on a utilisé d'autres critères que ceux appliqués pour les hôpitaux généraux, ce qui est un manque de respect total pour les hôpitaux psychiatriques. A cet égard, on n'a même pas cherché à cacher la manœuvre : il s'agit purement d'une distribution des moyens sur une base politique. Ce n'est pas en nous répétant, monsieur le ministre, que vous avez fait les choses correctement, en y prenant le temps — ce que je vous concède sans aucun doute — que vous me le ferez croire. (*Applaudissements sur les bancs PSC.*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Galand.

**M. Paul Galand.** — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, mon intervention sera brève. Si nous critiquons le contenu de ce budget, sur son principe, sa signification politique, l'importance de la Commission communautaire commune, nous partageons les positions de MM. Garcia et Harmel.

Quant au plan d'investissement, nous maintenons que l'approche est principalement budgétaire et qu'elle n'est pas suffisante en termes de santé publique. Vous avez, monsieur Chabert, parlé d'approche globale mais à partir de quoi ?

Des briques, des bâtiments, des lits, de la demande des institutions elles-mêmes, mais pas de la population, de la démographie, des progrès prévisibles des soins et du développement possible des services de proximité.

Le Gouvernement fédéral aurait réalisé cette évaluation, mais sur quelle base ? Aucune étude prospective, aucune évaluation, aucune donnée de santé publique n'est jointe à votre programme. Le Collège répond qu'il suit la demande, ce qui entraîne le risque de voir le rôle de régulateur à partir de besoins correctement estimés.

Par conséquent, la demande exprimée par des parlementaires de pouvoir disposer de l'ensemble des chiffres n'est certainement pas abusive. Il s'agit d'une demande tout à fait légitime, voire minimale pour pouvoir accomplir leur travail dans de bonnes conditions.

Enfin, le fait qu'un parti, après avoir participé à son élaboration, ne soutienne plus ce budget signifie que des considérations d'ordre politique étrangères aux politiques sociale et de santé déterminent son vote.

**M. le Président.** — La discussion générale conjointe est close.

De samengevoegde algemene besprekking is gesloten.

## PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1997

### *Discussion des articles*

## ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE MIDDELENBEGROETING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1997

### *Artikelsgewijze besprekking*

**M. le Président.** — Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance et du tableau budgétaire.

Wij vatten de artikelsgewijze besprekking aan van het ontwerp van ordonnantie en van de begrotingstabel.

Tout d'abord du tableau budgétaire (doc. n° B 47/1).

Eerst de begrotingstabel (stuk nr. B 47/1).

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (*Non.*)

Vraagt iemand het woord ? (*Neen.*)

Les articles du tableau budgétaire sont donc adoptés.

Dan zijn de artikelen van de begrotingstabel aangenomen.

Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze besprekking van het ontwerp van ordonnantie aan.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** — Pour l'année budgétaire 1997, les recettes de la Commission communautaire commune sont réévaluées à 1 850 700 000 francs conformément au tableau ci-annexé.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 1997 worden de ontvangsten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heraarmd op 1 850 700 000 frank overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 3.** Le Collège réuni est autorisé à couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes par prélèvement sur les soldes positifs des années antérieures à concurrence de 15 800 000 francs.

**Art. 3.** Het Verenigd College wordt gemachtigd tot het dekken van het verschil tussen de uitgaven en de ontvangsten door voorafneming of de positieve saldi van de voorgaande jaren ten belope van 15 800 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

**Art. 4.** Le Collège réuni est autorisé à décider des placements.

Le Collège réuni est autorisé, en attendant l'affectation des liquidités de la Commission Communautaire commune au financement de ses projets, de les mettre sans compensation à la disposition de la Région de Bruxelles-Capitale en couverture de ses besoins de trésorerie.

**Art. 4.** Het Verenigd College wordt gemachtigd te beslissen over beleggingen.

Het Verenigd College wordt gemachtigd in afwachting van de aanwending van de liquideiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot de financiering van haar projecten, deze liquiditeiten zonder compensatie ter beschikking te stellen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter dekking van zijn thesauriebehoeften.

**M. le Président.** — A cet article 4, les amendements nos 1 et 2 suivants ont été déposés par MM. Grimberghs, Harmel et Veldekens.

Bij dit artikel 4 worden volgende amendementen nrs. 1 en 2 ingediend door de heren Grimberghs, Harmel en Veldekens.

*« Au § 2, supprimer les mots « sans compensation. »*

*« Remplacer le § 2 par le texte suivant: « Le Collège est autorisé, après conclusion d'une convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune préalablement visée par la Cour des comptes, à mettre les liquidités de la Commission communautaire commune, en attendant leur affectation, à la disposition de la Région de Bruxelles-Capitale en couverture de ses besoins de trésorerie. »*

*« In het tweede lid de woorden « zonder compensatie » te doen vervallen. »*

*« Het tweede lid door de volgende tekst te vervangen: « Het Verenigd College wordt ertoe gemachtigd na het sluiten van een overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie waarvoor het Rekenhof vooraf zijn visum heeft verleend, de liquiditeiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in afwachting van de aanwending ervan, ter beschikking te stellen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter dekking van zijn thesauriebehoeften. »*

La parole est à M. Grimberghs.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, M. Chabert ne sera certainement pas surpris par cet amendement, au travers duquel nous nous opposons au fait que les transferts de trésorerie soient effectués sans compensation de la Commission communautaire commune vers la Région.

En effet, une telle disposition nous semble une ineptie à l'heure où la Commission communautaire commune manque de moyens à un point tel qu'une dotation complémentaire a été décidée dans le cadre du budget régional.

L'amendement no 1 vise donc à supprimer les mots «sans compensation», au deuxième paragraphe de l'article 4.

L'amendement déposé en ordre subsidiaire vise à ce qu'une convention soit conclue entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune. En effet, nous n'avons jamais su comment l'opération était menée. Nous nous réjouissons d'avoir pu obtenir un certain nombre d'informations

à l'occasion du débat en commission, mais nous attirons votre attention sur le fait que, contrairement à la promesse faite par le ministre, le rapport ne contient aucune évaluation concernant la perte financière résultant de cette opération.

**M. le Président.** — La parole est à M. Harmel.

**M. Dominique Harmel.** — Monsieur le Président, nous souhaiterions connaître l'avis du Gouvernement à propos de ces amendements.

**M. le Président.** — Le Gouvernement souhaite-t-il s'exprimer au sujet des amendements déposés ?

La parole est à M. Chabert, membre du Collège réuni.

**M. Jos Chabert,** membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Monsieur le Président, je demande que ces amendements soient rejetés.

**M. Denis Grimberghs.** — Pourriez-vous être plus explicite, monsieur le ministre ?

**M. Jos Chabert,** membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Mais oui, puisque vous insistez. Les liquidités de la Commission communautaire commune ne peuvent être transférées que sans compensation à la Région car la CCC a exigé de pouvoir disposer de ces montants à tout moment, comme c'était d'ailleurs le cas l'année dernière.

**M. le Président.** — Le vote sur les amendements et sur l'article 4 est réservé.

De stemming over de amendementen en over artikel 4 wordt aangehouden.

**Art. 5.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa sanction par le Collège réuni.

**Art. 5.** Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekraftiging door het Verenigd College.

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Nous procéderons demain au vote nominal sur les amendements, l'article réservé et sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen morgen tot de naamstemming over de amendementen, aangehouden artikel en over het geheel van het ontwerp van ordonnantie overgaan.

**PROJET D'ORDONNANCE AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1997**

*Discussion des articles*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1997**

*Artikelsgewijze besprekking*

**M. le Président.** — Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance et du tableau budgétaire sur la base du texte adopté par la Commission.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan van het ontwerp van ordonnantie en van de begrotingstabel op basis van de door de Commissie aangenomen tekst.

Tout d'abord du tableau budgétaire (doc. n° B 48/1 et 47/2).

Eerst de begrotingstabel (stuk nr. B 48/1 en 47/2).

Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non.)

Vraagt iemand het woord ? (Neen.)

Les articles du tableau budgétaire sont donc adoptés.

Dan zijn de artikelen van de begrotingstabel aangenomen.

Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

— Adopté.

Aangenomen.

L'article 2 est modifié comme suit:

«Les crédits inscrits au budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1997 sont établis comme suit:

En francs ...»

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés		
Initial	1 484 100 000	1 484 100 000
Crédits supplémentaires	- 17 400 000	- 17 400 000
Ajusté	1 466 700 000	1 466 700 000
Crédits dissociés		
Initial	330 000 000	431 200 000
Crédits supplémentaires	0	- 32 900 000
Ajusté	330 000 000	398 300 000
Crédits années antérieures		
Initial	0	0
Crédits supplémentaires	1 500 000	1 500 000
Ajusté	1 500 000	1 500 000
Total		
Initial	1 814 100 000	1 915 300 000
Ajusté	1 798 200 000	1 866 500 000

Artikel 2 wordt als volgt gewijzigd:

«In de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 worden de kredieten als volgt bevestigd:

In frank...»

	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancierings-kredieten
Niet-gesplitste kredieten		
Initial	1 484 100 000	1 484 100 000
Bijkredieten	- 17 400 000	- 17 400 000
Aangepast	1 466 700 000	1 466 700 000
Gesplitste kredieten		
Initial	330 000 000	431 200 000
Bijkredieten	0	- 32 900 000
Aangepast	330 000 000	398 300 000
Kredieten vorige jaren		
Initial	0	0
Bijkredieten	1 500 000	1 500 000
Aangepast	1 500 000	1 500 000

Totaal		
Initial	1 814 100 000	1 915 300 000
Aangepast	1 798 200 000	1 866 500 000

— Adopté.

Aangenomen.

L'article 3 est modifié comme suit:

«Le Collège réuni est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement à charge des allocations de base figurant dans l'annexe et reprises ci-après:

— Intervention dans les frais d'aménagement du Centre de Documentation et de Coordination Sociales. (AB 03 0 1 52.02)...

— Subventions pour des activités de prévention (AB 02 2 2 33.02).

— Subventions pour des activités de santé mentale (AB 02 4 1 33.02).

— Honoraires d'avocats dans le cadre de la tutelle sur les CPAS (AB 03 1 1 12.04).

— Subside au Centre de Documentation et de Coordination Sociales (fonctionnement) (AB 03 1 1 33.01).

— Subside au Centre de Documentation et de Coordination Sociales (investissements) (AB 03 1 1 74.03).

— Subventions pour la coordination sociale au sein des CPAS (AB 03 5 5 43.02).

L'annexe du projet d'ordonnance est modifié comme suit:

La mention «01 0 1 52.02» est remplacée par «03 1 1 52.02» dans les remarques préliminaires.

Au tableau de l'annexe l'allocation de base «01 0 1 52.02» est remplacée par «03 1 1 52.02».

Artikel 3 wordt als volgt gewijzigd:

«Het Verenigd College wordt gemachtigd werkingssubsidies toe te kennen ten laste van volgende basisallocaties opgenomen in bijlage:

— Tussenkomst in de aanpassingswerken van het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie (BA 03 0 1 52.02)...

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

- Subsidiëring voor activiteiten inzake preventie (BA 02 2 2 33.02).
- Subsidiëring voor activiteiten inzake geestelijke gezondheidszorg (BA 02 4 1 33.02).
- Erelonen van advocaten in het kader van het toezicht op de OCMW's (BA 03 1 1 12.04).
- Toelage aan het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie (werking) (BA 03 1 1 33.01).
- Toelage aan het Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie (investeringen) (BA 03 1 1 74.03).
- Toelagen voor de sociale coördinatie binnen de OCMW's (BA 03 5 5 43.02).

De bijlage bij het ontwerp van ordonnantie wordt als volgt gewijzigd:

In de voorafgaande opmerkingen wordt de vermelding «01 0 1 52.02» vervangen door «03 1 1 52.02».

In de tabellen van de bijlage wordt de basisallocatie «01 0 1 52.02» vervangen door «03 1 1 52.02».

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 4.** La présente ordonnance entre en vigueur le jour de la sanction par le Collège réuni.

**Art. 4.** Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van haar bekragting door het Verenigd College.

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Le vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance aura lieu demain.

De stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie zal morgen plaatshebben.

**PROJET D'ORDONNANCE CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998**

*Discussion des articles*

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE MIDDELENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1998**

*Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan.

D'abord du tableau budgétaire (doc. n° B/49-1).

Eerst van de begrotingstabel (stuk nr. B/49-1).

Au tableau, l'amendement (n° 4) suivant a été déposé par MM. Grimberghs, Harmel et Veldekens.

Bij de tabel wordt volgende amendement (nr. 4) ingediend door de heren Grimberghs, Harmel, Veldekens.

*«Remplacer le montant de «5,0» millions figurant en regard de l'article 29.01 par le montant de «23,0» millions, et le montant de «1 950,9» millions figurant en regard de la mention «Totaux pour les recettes générales» par le montant de «1 968,9» millions.»*

*«Het bedrag van «5,0» miljoen in artikel 29.01 te vervangen door het bedrag «23,0» miljoen, en het bedrag van «1 950,9» miljoen bij de vermelding «Totalen voor de algemene ontvangsten» te vervangen door het bedrag van «1 968,9» miljoen.»*

La parole est à M. Grimberghs.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, les amendements déposés poursuivent, tout d'abord, le même objectif que le dernier amendement que j'ai défendu, à savoir interdire la mise à disposition, sans compensation, de la trésorerie de la Commission communautaire commune et, dès lors, à augmenter de 18 millions les recettes de celle-ci.

En outre, rejoignant en cela M. Vandebossche, il nous a semblé opportun de doter les articles du budget — ramenés à zéro franc dans le budget initial — relatifs à la division Santé, et plus particulièrement aux soins à domicile, d'un montant de 9 millions chacun.

L'amendement vise donc aussi à accorder à nouveau des crédits aux associations concernées par la politique des soins à domicile. Ces crédits pourront être mis à la disposition tant du secteur public que du secteur privé, pour développer des initiatives déjà existantes ou à créer. Je pense notamment à des asbl en voie de constitution, monsieur Chabert. Cet exemple vous incitera peut-être à accepter notre amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Chabert, membre du Collège réuni.

**M. Jos Chabert**, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Monsieur le Président, je demande le rejet de cet amendement pour les motifs que j'ai longuement exposés tout à l'heure à cette tribune.

**M. le Président.** — Le vote sur l'amendement et sur le tableau budgétaire est réservé.

De stemming over het amendement en over de begrotingstabel wordt aangehouden.

Nous passons à l'examen des articles.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan.

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** Pour l'année budgétaire 1998, les recettes de la Commission communautaire commune sont évaluées à 1 950 900 000 francs conformément au tableau ci-annexé.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 1998 worden de ontvangsten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geraamd op 1 950 900 000 frank overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

**M. le Président.** — A cet article 2 l'amendement (n° 3) suivant a été déposé par MM. Grimberghs, Harmel et Veldekens.

Bij dit artikel 2 wordt volgende amendement (nr. 3) ingediend door de heren Grimberghs, Harmel en Veldekens.

*«Remplacer le montant de « 1 950 900 000 » francs par le montant de « 1 968 900 000 » francs.»*

*«Het bedrag « 1 950 900 000 » frank te vervangen door het bedrag « 1 968 900 000 » frank.»*

La parole est à M. Grimberghs.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, la justification est la même que pour l'amendement précédent, et cela vaut aussi pour les amendements suivants.

**M. le Président.** — La parole est à M. Chabert, membre du Collège réuni.

**M. Jos Chabert**, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Monsieur le Président, la réponse du Gouvernement est la même également.

**M. le Président.** — Le vote sur l'amendement et sur l'article 2 est réservé.

De stemming over het amendement en over artikel 2 wordt aangehouden.

**Art. 3.** Le Collège réuni est autorisé à couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes par prélèvement sur les soldes positifs des années antérieures à concurrence de 567 100 000 francs.

**Art. 3.** Het Verenigd College wordt gemachtigd tot het dekken van het verschil tussen de uitgaven en de ontvangsten door voorafneming op de positieve saldi van de voorgaande jaren ten belope van 567 100 000 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 4.** Le Collège réuni est autorisé à décider des placements.

Le Collège réuni est autorisé, en attendant l'affectation des liquidités de la Commission communautaire commune au financement de ses projets, de les mettre sans compensation à la disposition de la Région de Bruxelles-Capitale en couverture de ses besoins de trésorerie.

**Art. 4.** Het Verenigd College wordt gemachtigd te beslissen over beleggingen.

Het Verenigd College wordt gemachtigd in afwachting van de aanwending van de liquiditeiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot de financiering van haar projecten, deze liquiditeiten zonder compensatie ter beschikking te stellen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter dekking van zijn thesauriebehoeften.

**M. le Président.** — A cet article 4 les amendements suivants (n°s 1 et 2) ont été déposés par M. Grimberghs.

Bij dit artikel 4 worden volgende amendementen (nrs. 1 en 2) ingediend door heer Grimberghs.

*«Au § 2, supprimer les mots «sans compensation.»*

*«In het tweede lid, de woorden «zonder compensatie» te doen vervallen.»*

*«Remplacer le § 2 par le texte suivant: «Le Collège est autorisé, après conclusion d'une convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune préalablement visée par la Cour des comptes, à mettre les liquidités de la Commission communautaire commune, en attendant leur affectation, à la disposition de la Région de Bruxelles-Capitale en couverture de ses besoins de trésorerie.»*

*«Het tweede lid door de volgende tekst te vervangen: «Het Verenigd College wordt ertoe gemachtigd na het sluiten van een overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie waaraan het Rekenhof vooraf zijn visum heeft verleend, de liquiditeiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in afwachting van de aanwending ervan, ter beschikking te stellen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter dekking van zijn thesauriebehoeften.»*

La justification a été donnée par M. Grimberghs dans la défense de ses amendements.

**M. le Président.** — Les votes sur les amendements et sur l'article 4 sont réservés.

De stemmingen over de amendementen en over artikel 4 worden aangehouden.

**Art. 5.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 5.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 1998.

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Nous procéderons demain au vote nominal sur les amendements, le tableau budgétaire, les articles réservés et sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen morgen tot de naamstemming over de amendementen, de begrotingstabel, de aangehouden artikelen en over het geheel van het ontwerp van ordonnantie overgaan.

*(M. Armand De Decker, Président,  
reprend place au fauteuil présidentiel)*

*(De heer Armand De Decker, Voorzitter,  
treedt opnieuw op als Voorzitter)*

#### PROJET D'ORDONNANCE CONTENANT LE BUDGET DES DEPENSES DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998

*Discussion des articles*

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE DE  
UITGAVENBEGROTING VAN DE GEMEENSCHAP-  
PELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR  
HET BEGROTINGSJAAR 1998**

*Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance tel qu'adopté par la Commission.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan, zoals door de Commissie aangenomen.

D'abord du tableau budgétaire (doc. n° B 50/1).

Eerst van de begrotingstabbel (stuk nr. B 50/1).

Au tableau l'amendement n° 2 a été déposé par M. Grimberghs.

Bij de tabel wordt amendement nr. 2 ingediend door de heer Grimberghs.

«Créditer les allocations de base 02.3.1.33.03 et 02.3.1.43.03 d'un montant de 9 millions;

— modifier les totaux de la division 02 santé comme suit: 492,9 millions pour les crédits non dissociés;

— remplacer le total général des dépenses par le montant de 2 047,6 millions pour les crédits non dissociés.»

«De basisallocaties 02.3.1.33.03 en 02.3.1.43.03 telkens met een bedrag van 9 miljoen te crediteren;

— de totaalbedragen van afdeling 02 gezondheid als volgt te wijzigen: 492,9 miljoen als niet-gesplitste kredieten;

— het algemene totaal van de uitgaven te vervangen door het bedrag van 2 047,6 miljoen als niet-gesplitste kredieten.»

**M. le Président.** — Les votes sur l'amendement et sur le tableau budgétaire sont réservés.

De stemmingen over het amendement en over de begrotingstabbel worden aangehouden.

Nous passons à l'examen des articles.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking aan.

*I. Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994.

*I. Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 135 van de Grondwet gecoördineerd op 17 februari 1994.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 2.** Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire commune afférentes à l'année budgétaire 1998 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en francs):

	Crédits d'ordonnancement	Crédits d'engagement
Crédits non dissociés	1 985 800 000	1 985 800 000
Crédits dissociés	532 200 000	30 200 000
Total	2 518 000 000	2 016 000 000

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé à la présente ordonnance.

**Art. 2.** Voor de uitgaven van de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscoscommissie voor het begrotingsjaar 1998 worden kredieten geopend ten bedrage van (in frank):

	Ordonnancierings-kredieten	Vast-leggings-kredieten
Niet-gesplitste kredieten	1 985 800 000	1 985 800 000
Gesplitste kredieten	532 200 000	30 200 000
Totaal	2 518 000 000	2 016 000 000

Deze kredieten worden opgesomd in de bij deze ordonnantie gevoegde tabel.

**M. le Président.** — A cet article 2, l'amendement (n° 1) suivant a été déposé par M. Grimberghs.

Bij dit artikel 2 wordt volgend amendement (nr. 1) ingediend door de heer Grimberghs.

*«A l'article 2, en crédits d'ordonnancement:*

— remplacer le montant de 1 985,8 millions figurant au titre de crédits non dissociés par le montant suivant: 2 003,8 millions;

— remplacer le total de 2 518 millions par 2 536 millions.

*En crédits d'engagement:*

— remplacer le montant de 1 985,8 millions figurant au titre de crédits non dissociés par le montant suivant: 2 003,8 millions;

— remplacer le total de 2 016 millions par 2 034 millions.»

*«Bij de ordonnancieringskredieten:*

— het bedrag van 1 985,8 miljoen als niet-gesplitste kredieten door het volgende bedrag te vervangen: 2 003,8 miljoen;

— het totaal bedrag van 2 518 miljoen te vervangen door het bedrag van 2 536 miljoen.

*Bij de vastleggingskredieten:*

— het bedrag van 1 985,8 miljoen als niet-gesplitste kredieten door het volgende bedrag te vervangen: 2 003,8 miljoen;

— het totaal bedrag van 2 016 miljoen door het bedrag van 2 034 miljoen te vervangen.»

**M. le Président.** — Les votes sur l'amendement et sur l'article 2 sont réservés.

De stemmingen over het amendement en over artikel 2 worden aangehouden.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs.

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieurs à 200 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank verleend worden aan de buiten gewone rekenplichtigen, om onafhankelijk van de kleine uitgaven de schuldborderingen te betalen die 200 000 frank niet te boven gaan.

Deze rekenplichtigen worden gemachtigd de nodige voorvoorschotten te verlenen aan de ambtenaren en experten belast met een zending in het buitenland, zelfs indien deze voorschotten meer dan 200 000 frank bedragen.

De betaling van de erelonen van experten uit het buitenland en van de kosten voortvloeiend uit regelingen met vreemde landen mag eveneens per geldvoorschotten gebeuren, wat ook het bedrag ervan weze.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 4.** A concurrence des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire commune, les avances réglementaires sur les subsides aux établissements relevant de la compétence de la Commission communautaire commune sont liquidées comme suit:

— une première tranche de 75 % de l'avance prévue est octroyée sans visa préalable de la Cour des comptes;

— une deuxième tranche de 25 % est octroyée après visa de la Cour des comptes pour l'ensemble des dépenses prévues.

**Art. 4.** Ten belope van de kredieten uitgetrokken op de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, worden de reglementaire voorschotten op de betoelaging van de instellingen behorende tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betaald als volgt:

— een eerste tranche van 75 % van het voorziene voorschot wordt uitgekeerd zonder voorafgaand visum van het Rekenhof;

— een tweede tranche van 25 % wordt uitgekeerd na visum van het Rekenhof op de totale voorziene uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 5.** A concurrence des crédits inscrits aux allocations de base 01.0.1.11.03 et 01.0.1.11.04 du budget de la Commission

communautaire commune, les paiements réglementaires sont liquidés sans visa préalable de la Cour des comptes.

**Art. 5.** Ten belope van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties 01.0.1.11.03 en 01.0.1.11.04 van de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden de reglementaire betalingen betaald zonder voorafgaand visum van het Rekenhof.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires, s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 de la même loi.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 40, § 1, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, gebeurt de betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen voor begrafeniskosten overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 41 van diezelfde wetten.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 7.** Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission.

**Art. 7.** Machtiging wordt verleend provisies toe te staan aan advocaten, experten en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van de Commissie optreden.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 8.** Par dérogation à l'article 5 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par la présente ordonnance à l'allocation de base 01.0.1.12.01 et relatives aux :

— honoraires d'avocats et médecins;

— frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales;

— jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères à l'administration;

— rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les avances provisionnelles);

— indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de la Commission à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés.

**Art. 8.** In afwijking van artikel 5 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen ten laste van de bij de onderhavige ordonnantie geopende kredieten schuldborderingen van vorige jaren worden aangezuiverd op de basisallocatie 01.0.1.12.01 met betrekking tot:

— erelonen van advocaten en geneesheren;

— gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken;

Séance plénière du jeudi 18 décembre 1997  
Plenaire vergadering van donderdag 18 december 1997

- presentiegelden, reis- en verblijfskosten van niet tot de administratie behorende personen;
- bezoldigingen van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van de provisionele voorschotten);
- allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen door de Commissie van haar verantwoordelijkheid voor wat betreft van door haar organen en door haar beambten gepleegde handelingen.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 9.** Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes peuvent être octroyées:

- à la Région de Bruxelles-Capitale pour frais de l'Assemblée réunie.

Allocation de base: 00.0.1.41.01.

- à la Région des Bruxelles-Capitale pour les frais locatifs des cabinets ministériels.

Allocation de base: 00.0.1.41.03.

— aux CPAS-pilotes.

Allocation de base: 00.0.1.43.01.

- pour le Centre de documentation et de coordination sociales.

Allocations de base: 01.0.1.52.02, 03.1.1.33.01 et 03.1.1.74.03.

— à l'ORBEm pour la prise en charge de travailleurs du troisième circuit de travail et d'agents contractuels subventionnés.

Allocations de base: 02.1.1.41.03 et 03.1.1.41.03.

— au secrétariat du Comité consultatif de bioéthique.

Allocation de base: 02.1.1.41.04.

— pour activités liées à la politique de santé.

Allocations de base: 02.1.2.33.01 et 02.1.2.43.01.

— à l'asbl Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé.

Allocations de base: 02.1.3.33.08 et 03.1.3.33.08.

— aux structures de coordination hospitalière bruxelloise.

Allocations de base: 02.1.4.33.07 et 02.1.4.43.42.

— pour des activités de prévention.

Allocation de base: 02.2.2.33.02.

— aux services de soins à domicile.

Allocations de base: 02.3.1.33.03 et 02.3.1.43.03.

— pour des activités de santé mentale.

Allocation de base: 02.4.1.33.02.

— aux services de santé mentale et de télé-accueil.

Allocations de base: 02.4.1.33.04 et 02.4.1.43.40.

— pour les projets d'accompagnement de victimes.

Allocations de base: 02.4.1.33.06 et 02.4.1.43.41.

- aux établissements relevant de la santé dans le secteur des matières personnalisables pour la réalisation du programme d'investissement.

Allocations de base: 02.5.1.51.01 et 02.5.1.63.01.

- au Fonds de financement des constructions hospitalières et médico-sociales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale.

Allocations de base: 02.5.1.63.02 et 03.7.1.61.02.

- aux associations et organismes qui s'occupent de prévention et/ou d'information en matière d'aide aux personnes.

Allocation de base: 03.1.2.33.01.

— aux organismes pour initiatives sociales.

Allocations de base: 03.1.5.33.06 et 03.1.6.43.44.

— pour formations.

Allocations de base: 03.1.7.33.09 et 03.1.7.41.05.

- à l'Ecole régionale d'administration publique pour la formation aux agents des CPAS.

Allocation de base: 03.1.7.41.04.

- aux institutions reconnues dans le cadre de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par l'ordonnance du 16 mai 1991.

Allocations de base: 03.3.1.33.02 et 03.3.1.43.40.

— pour l'intervention dans l'achat d'un minibus.

Allocation de base: 03.3.1.52.02.

- aux services de reclassement social pour personnes handicapées.

Allocation de base: 03.3.2.41.01.

- aux associations privées qui offrent un asile de nuit et aux centres d'accueil d'urgence.

Allocation de base: 03.4.1.33.05.

— aux maisons d'accueil.

Allocation de base: 03.4.2.33.03.

— aux services de réinsertion sociale.

Allocation de base: 03.4.3.33.04.

— aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Allocations de base: 03.5.1.33.05 et 03.5.1.43.41.

- aux centres de consultation prématrimoniale, matrimoniale et familiale.

Allocations de base: 03.5.2.33.06 et 03.5.2.43.42.

— aux centres de service social.

Allocation de base: 03.5.3.33.07.

— pour la coordination sociale au sein des CPAS.

Allocation de base: 03.5.5.43.02.

- pour le paiement du Fonds spécial de l'aide social aux centres publics d'aide sociale.

Allocation de base: 03.6.1.43.01.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune — Compte rendu intégral  
Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie — Volledig verslag

— aux flats pour personnes âgées, asiles de nuit, maisons d'accueil, maisons de repos et instituts médico-pédagogiques pour la réalisation du programme d'investissement.

Allocations de base: 03.7.1.51.01 et 03.7.1.61.01.

**Art. 9.** Binnen de perken van de betrokken basisallocaties kunnen de volgende toelagen worden toegekend:

— aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor kosten van de Verenigde Vergadering.

Basisallocatie: 00.0.1.41.01.

— aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de huurkosten van de ministeriële kabinetten.

Basisallocatie: 00.0.1.41.03.

— aan de piloot-OCMW's.

Basisallocatie: 01.0.1.43.01.

— voor het Centrum voor maatschappelijke documentatie en coördinatie.

Basisallocaties: 01.0.1.52.02, 03.1.1.33.01 en 03.1.1.74.03.

— aan de BDGA voor tenlasteneming van werknemers uit het derde arbeidscircuit en van gesubsidieerde contractuele agenten.

Basisallocaties: 02.1.1.41.03 en 03.1.1.41.03.

— aan het secretariaat van het Raadgevend Comité voor bio-ethiek.

Basisallocatie: 02.1.1.41.04.

— voor activiteiten verbonden met het gezondheidsbeleid.

Basisallocaties: 02.1.2.33.01 en 02.1.2.43.01.

— aan de vzw Intersectorieel Fonds voor gezondheids- en welzijnsinstellingen.

Basisallocaties: 02.1.3.33.08 en 03.1.3.33.08.

— aan de coördinatiestructuren voor de Brusselse ziekenhuizen.

Basisallocaties: 02.1.4.33.07 en 02.1.4.43.42.

— voor activiteiten inzake preventie.

Basisallocatie: 02.2.2.33.02.

— aan de diensten voor thuiszorg.

Basisallocaties: 02.3.1.33.03 en 02.3.1.43.03.

— voor activiteiten inzake geestelijke gezondheidszorg.

Basisallocatie: 02.4.1.33.02.

— aan de diensten voor geestelijke gezondheid en voor tele-onthaal.

Basisallocaties: 02.4.1.33.04 en 02.4.1.43.40.

— voor projecten van slachtofferbegeleiding.

Basisallocaties: 02.4.1.33.06 en 02.4.1.43.41.

— aan de gezondheidsinstellingen in de sector van de persoonsgebonden materies voor de uitvoering van het investeringsprogramma.

Basisallocaties: 02.5.1.51.01 en 02.5.1.63.01.

— aan het Fonds voor financiering van de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad.

Basisallocaties: 02.5.1.63.02 en 03.7.1.61.02.

— aan verenigingen en instellingen die zich bezig houden met preventie en/of informatie inzake bijstand aan personen.

Basisallocatie: 03.1.2.33.01.

— aan de instellingen voor sociale initiatieven.

Basisallocaties: 03.1.5.33.06 en 03.1.6.43.44.

— voor vormingen.

Basisallocaties: 03.1.7.33.09 en 03.1.7.41.05.

— aan de Gewestelijke school voor openbaar bestuur voor de vorming aan de personeelsleden van de OCMW's.

Basisallocatie: 03.1.7.41.04.

— aan de erkende inrichtingen in het kader van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische instellingen voor gehandicapten, gewijzigd door de ordonnantie van 16 mei 1991.

Basisallocaties: 03.3.1.33.02 en 03.3.1.43.40.

— voor de tussenkomst in de aankoop van een minibus.

Basisallocatie: 03.3.1.52.02.

— aan de diensten voor sociale reclassering der minder valide personen.

Basisallocatie: 03.3.2.41.01.

— aan de privé-verenigingen die een nachtasiel aanbieden en aan de centra voor dringende opvang.

Basisallocatie: 03.4.1.33.05.

— aan de onthaaltehuizen.

Basisallocatie: 03.4.2.33.03.

— aan de diensten voor sociale integratie.

Basisallocatie: 03.4.3.33.04.

— aan de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Basisallocaties: 03.5.1.33.05 en 03.5.1.43.41.

— aan de prematrimoniale, matrimoniale en familiale consultatiecentra.

Basisallocaties: 03.5.2.33.06 en 03.5.2.43.42.

— aan de centra voor maatschappelijk welzijn.

Basisallocatie: 03.5.3.33.07.

— voor de sociale coördinatie binnen de OCMW's.

Basisallocatie: 03.5.5.43.02.

— voor de uitbetaling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn aan de openbare centra voor maatschappelijk werk.

Basisallocatie: 03.6.1.43.01.

— aan de flats voor bejaarden, nachtasielen, onthaaltehuizen, rusthuizen en medisch-pedagogische instellingen voor de uitvoering van het investeringsprogramma.

Basisallocaties: 03.7.1.51.01 en 03.7.1.61.01.

— Adopté.

Aangenomen.

**II. Dispositions relatives à l'organisme d'intérêt public de la catégorie A**

**Art. 10.** Est approuvé le budget du Fonds de financement des constructions hospitalières et médico-sociales de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale pour l'année 1998.

Ce budget s'élève pour les recettes à 450 000 000 francs et pour les dépenses à 450 000 000 francs, conformément au tableau joint en annexe II à la présente ordonnance.

**II. Bepalingen betreffende de instelling van openbaar nut van categorie A**

**Art. 10.** De begroting voor het jaar 1998 van het Fonds voor de financiering van de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad wordt goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 450 000 000 frank voor de ontvangers en 450 000 000 frank voor de uitgaven, overeenkomstig de bij deze ordonnantie gevoegde tabel in bijlage II.

— Adopté.

Aangenomen.

**Art. 11.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 11.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 1998.

— Adopté.

Aangenomen.

**M. le Président.** — Les votes sur les amendements, le tableau, l'article réservé et sur l'ensemble du projet d'ordonnance auront lieu demain.

De stemmingen over de amendementen, de begrotingstabel, het aangehouden artikel en het geheel van het ontwerp van ordonnantie zullen morgen plaatshebben.

La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

Prochaine séance plénière demain 19 décembre 1997.

Volgende plenaire vergadering morgen 19 december 1997.

— *La séance plénière est levée à 17 h 35.*

*De plenaire vergadering wordt om 17.35 uur gesloten.*